

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

SECRETARIAT GENERAL

INSTA INSTITUT
NATIONAL DE LA
STATISTIQUE

DIRECTION DES STATISTIQUES DES MENAGES

E

P

M

ENQUETE COMMUNAUTAIRE 1999

RAPPORT COMMUNAUTAIRE

NOVEMBRE 2000

PREFACE

L'Enquête Communautaire de 1999 (EC-99) entre dans le cadre des Enquêtes Permanentes auprès des Ménages confiées à l'Institut National de la Statistique (INSTAT). Cette série d'enquêtes a pour but de collecter des informations relatives aux disponibilités et caractéristiques des infrastructures au niveau des fokontany. Les résultats de ces enquêtes permettront d'une part aux autorités, acteurs socio-économiques et société civile de disposer d'un système d'informations fiables et à jour, représentatives au niveau des faritany et milieux de résidence et d'autre part de servir d'outil d'aide à la décision et d'orientation dans la conception et l'exécution de politique de lutte contre la pauvreté.

Le présent rapport présente les résultats de l'EC-99 et fournit les indicateurs et analyses détaillées sur les accès aux infrastructures scolaires et sanitaires, les perceptions des gestionnaires et des bénéficiaires des services publics, la priorité de développement, et la saisonnalité agricole.

La conception et l'organisation technique et financière de cette enquête sont réalisées par l'équipe technique et le personnel de la Direction des Statistiques des Ménages (DSM). La collecte des données a été effectuée en collaboration étroite avec les directions inter-régionales de l'INSTAT.

Cette enquête n'a pu être réalisée sans l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique (PAIGEP-2911-MAG). L'INSTAT tient aussi à adresser leurs vifs remerciements à l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) pour l'assistance technique, l'appui en équipement et en formation et le Fond des Nations Unies pour les Enfants (UNICEF) pour la participation au financement de la collecte et des ateliers de traitement des données et de dissémination des résultats, et l'Union Européenne pour la participation au financement de la publication. Enfin, une gratitude particulière doit être exprimée aux ménages qui ont accepté de collaborer à la réalisation de cette opération.



Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique

EDUCATION

L'éducation a été l'un des principaux thèmes détaillés dans la partie "communautaire" de l'Enquête auprès des ménages de 1999. Le questionnaire a recueilli deux types de points de vue : d'une part celui des bénéficiaires directs, c'est à dire les élèves par l'intermédiaire de leurs parents et, d'autre part celui des gestionnaires à divers titres, qu'ils soient enseignants ou parmi le personnel administratif de l'éducation dans la localité enquêtée.

Ainsi ont été analysés notamment :

- la disponibilité des écoles (par niveau : primaire ou secondaire, par type : public ou privé), les moyens de déplacement, le temps mis pour y parvenir.
- les conditions financières régissant la fréquentation de ces écoles : montant des écolages et autres frais à la charge des parents, la participation éventuelle d'associations de parents d'élèves dans la charge financière de l'établissement (salaires des enseignants, maintenance et équipements, ...)
- les conditions matérielles vécues par les élèves : état des bâtiments (murs, toits, planchers, ...), les sources d'éclairage et le matériel pédagogique tel que les tables ou les tableaux.
- l'assiduité des élèves, conditionnée par des facteurs exogènes tels que les conditions climatiques, la surcharge de travaux agricoles ou tout simplement les raisons de non scolarisation.

Une deuxième partie du questionnaire se penche sur des questions plus "techniques" dont on a laissé le soin de la réponse aux professionnels de l'éducation. Ainsi ont été recueillis des indicateurs tels que l'évolution de l'effectif, le nombre enseignants, les performances (taux de réussite au CEPE ou admission en classe supérieure), des informations sur le budget de fonctionnement des établissements concernées.

Il convient de faire remarquer que toutes les informations collectées portent sur les deux premières écoles primaires (éventuellement réduites à une) et les deux premières écoles secondaires (qui, dans certaines localités, n'existent pas) que fréquentent les élèves résidant dans le fokontany. L'analyse suppose donc que les résultats au niveau des établissements concernées donnent une représentation de la tendance qui prévaut dans les autres établissements de la localité, s'ils existent.

La partie "Education" a nécessité la collaboration de 1.034 informateurs clés dans les 300 fokontany enquêtés, parmi lesquels, en particulier, un quart sont des professionnels de l'éducation, et un nombre équivalent d'élus locaux.

I. LES DIFFERENCES D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES SCOLAIRES.

Tableau 1 : Répartition des fokontany selon le nombre d'établissements disponibles par niveau.

Nombre d'écoles disponibles	Primaire	Secondaire premier cycle	Secondaire second cycle	Ecole professionnelle	Nombre de fokontany				
Urbain									
0	3	45	75	123					
1	37	36	26	10					
2 ou plus	94	53	33	1					
Rural									
0	1	113	155	158					
1	86	34	2	1					
2 ou plus	72	12	2	0					
Ensemble									
0	4	158	230	281					
1	123	70	28	11					
2 ou plus	166	65	35	1					
Total	293	293	293	293					

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

1.1 Ecoles primaires

Un peu plus de la moitié, 166 sur 300 fokontany, ont le choix d'envoyer leurs enfants dans deux écoles primaires ou plus. Ce choix est naturellement plus restreint en milieu rural qu'en milieu urbain. Il est vrai que la présence d'une école privée (confessionnelle en particulier), ne serait-ce qu'au niveau primaire, en plus des conditions pédagogiques probablement plus adéquates qui y prévalent, entretient une sorte d'émulation entre les élèves, ce qui peut être favorable sur le plan des performances des élèves. Cependant, force est de reconnaître que c'est en milieu urbain que les écoles publiques privées sont les plus courantes, soit à cause de critères de rentabilité (établissements privés à but lucratif), soit pour des problèmes d'implantation locale (écoles confessionnelles).

Tableau 2 : Répartition des fokontany selon le nombre d'établissements primaires privés disponibles.

Nombre d'écoles privées	Milieu urbain			Milieu rural		
	0	1	2 ou plus	0	1	2 ou plus
pas d'école publique	3	8	10	1	2	1
une école publique	29	27	20	84	19	10
deux écoles publiques ou plus	3	9	25	25	7	10

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

1.2. Ecoles secondaires

La présence d'écoles secondaires reste le privilège des zones urbaines. Ceci est partiellement expliqué par une insuffisance d'effectifs en milieu rural. Sur les 157 fokontany ruraux enquêtés, seuls 46% de ces fokontany ont un accès à une école secondaire. Ailleurs, les élèves devant changer de résidence s'ils veulent continuer leurs études, même au niveau du premier cycle (CEG ou établissements privés).

Les écoles secondaires privées sont encore plus rares en milieu rural.

II. LES CONDITIONS D'ACCES AUX ECOLES.

II.1 Durée de déplacement vers l'école fréquentée.

A côté de la disponibilité d'une école primaire dans la localité ou ses environs, il faut également analyser les conditions d'accès à ces établissements, tels que la distance ou le temps moyen mis par les enfants du fokontany pour y parvenir. En effet, cela a des impacts sur l'assiduité des élèves et sur leurs résultats scolaires. Dans toutes les zones urbaines concernées, l'école primaire la plus proche est à moins de 30 minutes à pied du centre du fokontany, ou même à moins de 15 minutes. Signalons, par contre, que pour 46% des fokontany ruraux enquêtés à Mahajanga, l'école primaire la plus proche est à plus de 30 minutes.

Tableau 3 : Répartition des fokontany ruraux selon la durée du parcours allant du centre ville à l'école primaire la plus proche.

Faritany	Unité : %			Ensemble
	Moins de 15 minutes	De 15 à 30 minutes	30 minutes ou plus	
Antananarivo	85	5	10	100
Fianarantsoa	67	20	13	100
Toamasina	64	11	25	100
Mahajanga	42	12	46	100
Toliara	89	7	4	100
Antsiranana	79	17	4	100
Ensemble	73	12	15	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

II.2 Les conditions financières.

Dans les établissements publics, et à plus forte raison dans les établissements privés, la participation financière des parents d'élèves est demandée pour leur fonctionnement, que ce soit à titre d'écologie, de frais de scolarité ou de diverses cotisations, en particulier pour les associations de parents d'élèves (APE). En milieu urbain, ce montant est en moyenne de 68.000 FMG, contre 45.000 FMG par élève en milieu rural. Cette différence tient à un niveau général des prix plus élevé. L'APE prend en charge une partie du salaire des enseignants, les matériels pédagogiques, la maintenance ou la construction de salles de classe.

Tableau 4 : Structure des dépenses des associations de parents d'élèves dans les établissements publics, par milieu et niveau.

	Unité : %.					
	Urbain		Rural		Ensemble	
	EPP	CEG	EPP	CEG	EPP	CEG
Salaire ou compensation des enseignants	18	44	62	28	36	39
Fourniture et matériel scolaire	19	9	12	12	16	10
Maintenance et équipement	40	27	16	8	31	21
Construction de nouvelles salles	5	5	8	49	7	19
Écolage, réparation, etc.	16	15	2	3	11	11
Total	100	100	100	100	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

En milieu urbain, les APE financent surtout la maintenance et l'équipement dans les écoles primaires publiques, les salaires et autres compensations d'enseignants dans les CEG. En milieu rural, leurs dépenses sont orientées vers la rémunération des enseignants pour le niveau primaire, et la construction de nouvelles salles pour les CEG.

II.3 La fréquentation scolaire.

L'Enquête Communautaire a révélé que 26% des établissements scolaires en milieu urbain et 46% en milieu rural connaissent des interruptions au cours d'une année scolaire, situation due au fait qu'une grande partie des élèves délaissent l'école. La durée de cette interruption est, en moyenne d'un mois, et est légèrement plus longue en milieu rural.

Tableau 5 : Motifs des interruptions.

	Unité : %.		
	Urbain	Rural	Ensemble
Conditions climatiques	17	17	17
Epidémies	14	4	8
Insuffisance alimentaire	35	17	24
Participation des enfants à des activités économiques	27	51	42
Autres raisons	7	11	9
Total	100	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

En milieu rural, le poids des activités agricoles est prépondérant. L'interruption de la scolarité est alors à l'initiative des parents.

II.4 Perception des bénéficiaires sur la qualité de l'enseignement

Le tableau qui suit montre les opinions des informateurs clés sur la qualité de l'enseignement dans les établissements primaires du fokontany

Tableau 6 : Opinions des informateurs clés sur l'évolution de la qualité de l'enseignement au niveau primaire et par type d'école

	Unité : %.	
	Public	Privé
Amélioration	58	84
Pas d'amélioration	28	5
Ne se prononce pas	14	11
Total	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

III. CONTEXTE TECHNIQUE.

III.1 Situation générale.

Des indicateurs faciles à estimer permettent d'apprécier le contexte dans lequel se déroule l'enseignement. Ainsi, le ratio "nombre d'élèves par enseignant", pour un niveau donné, indique la charge de travail de l'enseignant. La promiscuité engendre l'inattention chez les élèves qui peuvent ne plus être encadrés convenablement en classe. Le nombre d'élèves par salle donne une idée du niveau de sérénité et de concentration nécessaires pour une bonne assimilation du cours dispensé.

Tableau 7 : Nombre moyen d'élèves par salle, par niveau, parity et milieu.

	Urbain		Rural		Ensemble	
	élèves par salle	élèves par enseignant	élèves par salle	élèves par enseignant	élèves par salle	élèves par enseignant
EPP	61	46	60	64	60	57
CEG	43	39	40	46	42	41
Primaires privés	49	34	34	25	43	30
Secondaires premier cycle privés	43	27	52	31	45	28

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Si la disponibilité des salles est à peu près la même pour le milieu urbain et le milieu rural, ce dernier manque notablement d'enseignants dans les établissements publics.

III.2. Evolution de l'effectif

Dans un établissement donné, une tendance à la hausse de l'effectif moyen semble naturel, du fait de l'accroissement démographique, ou, également, de la qualité de l'enseignement dispensé. Un effectif moyen en baisse ne résulte pas d'un mouvement migratoire qui reste marginal à Madagascar. Par contre, cette situation soit peut traduire une désaffection à l'égard du système scolaire, soit résulte de pressions économiques qui font que les ménages doivent, en premier lieu, assurer leur survie avant de penser à l'éducation de leurs enfants.

Tableau 8 : Répartition des établissements selon l'évolution de l'effectif (en baisse, stable, en hausse) tous niveaux confondus.

	Unité : %.			Total
	en baisse	stable	en hausse	
urbain	26	12	62	100
rural	31	6	63	100
ensemble	28	10	62	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Tableau 9 : Taux moyen d'augmentation des effectifs (pour les établissements en hausse).

Type d'école	urbain	rural	ensemble
EPP	15	20	18
CEG	11	26	18
Primaires privés	18	23	19
Secondaires premier cycle privés	26	14	24

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

III.3. Performances scolaires.

L'enquête Communautaire de 1999 a permis de donner une idée de la performance du système éducatif dans les localités enquêtées à partir de quelques indicateurs simples : le taux de réussite au CEPE et le taux d'admission¹ en classe supérieure pour les niveaux 11^{ème} et 10^{ème}. Bien que les taux moyens obtenus ne soient pas d'une rigueur absolue mais résultent d'une estimation brute de la part des informateurs clés, ils fournissent des ordres de grandeur qui permettent de

¹ un taux d'admission = effectif admis en classe supérieure / effectif admis en classe supérieure + effectif ayant redoublé le niveau

Tableau 10 : Répartition des établissements primaires selon les taux d'admission en classe supérieure et le taux de réussite au CEPE, par milieu et type d'école.

Taux d'admission en 10 ^{ème}	Nombre d'établissements		
	Publics	Privés	Total
Urbain			
25% ou moins	7	3	10
26 à 50%	23	6	29
plus de 50%	86	82	168
Total	116	91	207
Rural			
25% ou moins	24	1	25
26 à 50%	55	2	57
plus de 50%	79	25	104
Total	158	28	186

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Taux d'admission en 9 ^{ème}	Nombre d'établissements		
	Publics	Privés	Total
Urbain			
25% ou moins	9	3	12
26 à 50%	28	7	35
plus de 50%	80	82	162
Total	117	92	209
Rural			
25% ou moins	24	6	30
26 à 50%	62	3	65
plus de 50%	73	21	94
Total	159	30	189

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Taux de réussite au CEPE	Nombre d'établissements		
	Publics	Privés	Total
Urbain			
25% ou moins	15	5	20
26 à 50%	37	16	53
plus de 50%	53	67	120
Total	105	88	193
Rural			
25% ou moins	38	1	39
26 à 50%	34	5	39
plus de 50%	42	13	55
Total	114	19	133

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Pour les trois niveaux considérés, 10^{ème}, 9^{ème} et CEPE, les écoles privées enregistrent des performances supérieures aux écoles publiques.

III.4. Les raisons de non scolarisation.

Différentes raisons peuvent amener les enfants d'âge scolaire à ne pas aller à l'école. L'Enquête Communautaire a recueilli, à la fois, le point de vue des parents et celui des gestionnaires, c'est-à-dire des instituteurs eux-même.

Tableau 11 : Les raisons de non scolarisation au niveau primaire.

Point de vue des parents	Unité : %	
	Urbain	Rural
L'école est trop éloignée	3	5
Les ménages n'ont pas les moyens financiers	31	19
Les fournitures scolaires sont trop chères	22	15
Les parents préfèrent faire travailler leurs enfants	14	16
La scolarisation n'a pas d'importance	5	9
Le niveau déjà acquis est jugé suffisant	4	5
L'enfant préfère travailler	5	6
Les études n'aident pas à trouver du travail	5	7
L'instituteur est absentéiste	2	5
L'enseignement est de mauvaise qualité	4	5
Autres	5	8
Total	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Point de vue des enseignants	Unité : %	
	Urbain	Rural
L'école est trop éloignée	4	16
Les ménages n'ont pas les moyens financiers	74	37
Les parents préfèrent faire travailler leurs enfants	12	18
Les parents pensent que la scolarisation n'est pas prioritaire	3	13
Les parents pensent que le niveau déjà acquis est suffisant	0	5
L'enfant préfère travailler	4	6
Les études n'aident pas à trouver du travail	2	5
Autres	1	0
Total	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Des deux points de vue (enseignants et parents), la faiblesse des ressources financières expliquent une grande partie de la non fréquentation scolaire. Suivi de l'éloignement par rapport à l'école pour le milieu rural.

III.5. Le contexte financier.

Un système quelconque ne peut fonctionner que lorsqu'on lui donne les moyens nécessaires. Le niveau du crédit de fonctionnement dont dispose un établissement donne une idée des ressources financières dont il dispose.

Une possibilité de financement pour les établissements publics est de passer un contrat-programme avec d'autres institutions. Malheureusement, la majorité d'entre eux (298 sur 394) ne peuvent pas profiter de cette opportunité.

Tableau 12 : Répartition des établissements publics selon le type de partenaire dans un contrat-programme.

	Urbain		Rural		Ensemble	
	EPP	CEG	EPP	CEG	EPP	CEG
Pas de contrat-programme	88	44	133	33	221	77
Contrat-programme avec ...						
- la Commune	9	2	15	3	24	5
- l'APE	5	3	7	3	12	6
- des ONG	8	5	11	2	19	7
- des opérateurs économiques	5	1	1		6	1
- autres partenaires	8	1	7		15	1
Total	123	56	174	41	297	97

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Le mode de financement classique des établissements publics se fait par le crédit de fonctionnement. Le montant alloué, par les autorités régionales ou locales varie en fonction de la disponibilité financière, de la taille des établissements.

Tableau 13 : Répartition des établissements publics selon le montant du crédit de fonctionnement.

Crédit de fonctionnement	EPP		CEG	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Inconnu des informateurs	61	88	24	19
Inférieur à 1 million de FMG	12	42	2	5
Inférieur à 3 million de FMG	18	33	2	13
Supérieur à 3 million de FMG	32	11	28	4
Total	123	174	56	41

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Le crédit de fonctionnement est inconnu de certains informateurs. Pour les établissements dont on connaît le montant, 32 EPP sur 62 en milieu urbain fonctionnent avec un crédit de plus de 3 millions de FMG, contre seulement 11 sur 86 en milieu rural. La différence est plus flagrante pour les CEG. Ceci est dû, en partie, à la taille des établissements (nombre d'élèves, par exemple) plus élevée en milieu urbain.

Il peut être intéressant d'analyser l'allocation de ce crédit selon l'utilisation.

Tableau 14 : Structure des dépenses des établissements.

	Urbain		Rural		Ensemble	
					unité : %	
	EPP	CEG	EPP	CEG	EPP	CEG
Salaire ou compensation des enseignants	9	14	7	16	9	15
Fourniture et matériel scolaire	8	21	30	20	11	21
Maintenance et équipement	40	16	17	16	38	16
Construction de nouvelles salles	19	36	17	32	19	36
Ecolage, réparation, etc.	23	12	29	16	24	13
Total	100	100	100	100	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

En milieu urbain, la maintenance-équipement absorbe 40% du crédit des EPP. Pour les CEG, la construction de nouvelles salles occupe 36% de ce budget.

Différentes structures peuvent être mises en place en vue de gérer ce budget. Deux modes de gestion sont les plus courants. Tout d'abord, en milieu urbain, c'est le conseil d'établissement, composé en majorité de membres du personnel administratif et enseignant qui gèrent le budget tandis qu'en milieu rural, l'APE est de plus en plus sollicité.

Tableau 15 : Répartition des établissements publics selon le mode de gestion du budget.

Mode de gestion	EPP		CEG	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Comité local de gestion	16	13	18	18
Conseil d'établissement	49	22	46	36
APE	14	43	10	33
Autres	21	21	26	13
Total	100	100	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Le déblocage du budget des établissements publics est diversement apprécié, selon le milieu.

Tableau 16 : Opinion des informateurs clés sur le rythme de déblocage du budget des établissements publics.

	EPP		CEG	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Convenable	42	26	38	31
Lent	32	33	40	36
Très lent	25	41	22	33
Total	100	100	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Ce sont les gestionnaires d'écoles primaires en milieu rural qui se plaignent le plus en le trouvant trop lent.

SANTE

Ce chapitre est consacré aux informations relatives à la disponibilité et aux caractéristiques des centres de soin à Madagascar. Il est utile de rappeler qu'avec l'éducation, la santé est une composante principale de l'ensemble des secteurs sociaux. En complémentarité avec l'éducation qui est un investissement à long terme, l'état sanitaire de sa population conditionne la capacité d'un pays à se développer dans une perspective de court et moyen terme.

I- LES INFORMATEURS

Afin que les analyses soient à la fois objectives et impartiales, les renseignements contenus dans ce chapitre proviennent de 2 groupes d'informateurs, à savoir les bénéficiaires et les gestionnaires. Le tableau qui suit reporte la distribution de ces informateurs clés par faritany. Un informateur sur six est un fonctionnaire de la santé et cette structure est uniforme sur les 6 faritany. Par ailleurs, ce groupe d'informateurs clés vient en deuxième position après celui des élus selon la taille.

Tableau 17.. Répartition des informateurs clés par faritany

Informateur	faritany Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Notable	31	18	15	17	9	27	117
Elu ou nommé	42	43	28	32	31	49	225
Fonctionnaire de l'éducation	28	19	5	15	21	30	118
Fonctionnaire de l'agriculture	6	1	2	0	1	0	10
Autres fonctionnaires	6	8	1	4	4	5	28
Représentants féminins	12	16	11	15	3	12	69
Clergé	2	2	3	4	3	1	15
Agriculteur indépendant	21	18	14	17	8	25	103
Commerçant ou vendeur	15	8	1	4	8	16	52
Artisan	3	1	0	3	2	4	13
Fonctionnaire de la santé	36	28	24	22	20	32	162
Autres	7	5	8	6	16	7	49
Total	209	167	112	139	126	208	961

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

II- DISPONIBILITE ET STATUTS JURIDIQUES DES LIEUX DE CONSULTATION

Nombres de centres de soin identifiés

L'enquête communautaire de 1999 (Enquête Communautaire-99) a permis d'identifier 1167 centres de soin dont 830 se trouvent en milieu urbain et 337 sont localisés en milieu rural. **Il faut noter qu'il ne s'agit pas ici d'inventorier les centres de soin à Madagascar** mais d'indiquer d'une façon implicite la représentativité des renseignements collectés.

C'est à Antananarivo qu'il a été identifié les plus de centres de soin avec 347 centres en milieu urbain et 69 centres en milieu rural. Soit 416 centres en totalité. Viennent ensuite dans l'ordre décroissant, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toliara et Toamasina avec respectivement 208, 179, 142, 125 et 97 centres de soin, tous milieux confondus.

Tableau 18.. Répartition des centres de soin identifiés selon leur statut juridique durant l'Enquête Communautaire-99 par milieu par faritany

	Milieu urbain							Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana		
CHU	1	1	1	1	1	1	6	
CHR	1	1	1	1	1	1	6	
CHD	8	10	9	7	9	7	50	
CSB	54	19	4	11	8	10	106	
Clinique privée	18	7	2	3	0	12	42	
Médecin privé	168	20	23	24	11	35	281	
Guérisseur	29	2	6	13	7	42	99	
Pharmacie ou dépôt	48	23	14	23	13	28	149	
PMI-SMI	6	8	6	8	4	7	39	
ONG-Association	14	7	10	5	1	15	52	
Total	347	98	76	96	55	158	830	

	Milieu rural							Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana		
CHU	0	0	0	0	0	0	0	
CHR	0	0	0	0	0	0	0	
CHD	3	0	1	0	0	1	5	
CSB	22	29	13	22	16	15	117	
Clinique privée	1	1	1	0	0	0	3	
Médecin privé	19	2	0	12	5	0	38	
Guérisseur	3	27	3	5	45	24	107	
Pharmacie ou dépôt	14	10	2	7	2	4	39	
PMI-SMI	2	3	1	0	1	0	7	
ONG-Association	5	9	0	0	1	6	21	
Total	69	81	21	46	70	50	337	

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

CHU : Centre Hospitalier Universitaire
 CHR : Centre Hospitalier Régional
 CHD : Centre Hospitalier de District
 CSB : Centre de Santé de Base
 PMI : Protection Maternel et Infantile
 ONG-Association : Organisation Non Gouvernementale

Disponibilité des centres de soin par Fokontany

La disponibilité des centres de soin ne se mesure pas seulement avec les nombres de centres identifiés. En se plaçant sous une optique de localité, les fokontany se classifient selon le nombre de centres de soin disponibles à l'intérieur ou aux alentours de ce même fokontany (dans tous les cas, assez proche pour que les habitants du fokontany considéré puissent le fréquenter). Cette seconde optique expose en particulier les situations en milieu rural.

Ainsi, 82,5% des fokontany du milieu rural ne disposent que d'un seul centre de soin. Ce taux est de 92,3% à Toliara, 91,2% à Fianarantsoa contre 65,6% à Mahajanga. Il n'y a que 3,1% des localités du milieu rural qui ont un accès direct à plus de trois centres de soin. Cette proportion est insignifiante à Fianarantsoa, Toamasina et Toliara.

Tableau.19. Répartition des fokontany du milieu rural selon les nombres de centres de soin disponibles
Unité : %

Faritany	Nombres de centres de soin			Total
	Un seul	Deux	Trois et plus	
Antananarivo	78,9	13,2	7,9	100,0
Fianarantsoa	91,2	8,8	N-S	100,0
Toamasina	88,5	11,5	N-S	100,0
Mahajanga	65,6	28,9	5,6	100,0
Toliara	92,3	7,7	N-S	100,0
Antsiranana	77,8	16,7	5,6	100,0
Ensemble	82,5	14,4	3,1	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Statuts juridiques des lieux de consultations

Les centres de soin publics sont majoritaires aussi bien en milieu urbain, avec une part de 50,7%, qu'en milieu rural avec une part de 75,2%. Cela prouve que le service de santé reste encore un service public. Les centres privés communautaires représentent 1,9% des centres du milieu urbain et 0,7% de ceux du milieu rural. Les centres privés à but lucratifs se développent plus en milieu urbain, en particulier à Toamasina et à Antananarivo. Il faudrait promouvoir le développement des centres de soin privés en milieu rural en leur accordant des aides ne serait ce que pour la mise en place.

Tableau.20. Répartition des lieux de consultations selon leurs statuts par milieu et par faritany
Unité : %

	Privé à but lucratif	Privé à but non lucratif	Privé communautaire	Privé confessionnel	Public	Total
Milieu urbain						
Antananarivo	46,7	13,3	4,0	5,3	30,7	100,0
Fianarantsoa	7,7	7,7	0,0	19,2	65,4	100,0
Toamasina	50,0	6,7	3,3	3,3	36,7	100,0
Mahajanga	20,7	6,9	0,0	6,9	65,5	100,0
Toliara	10,0	0,0	0,0	5,0	85,0	100,0
Antsiranana	19,4	3,2	0,0	12,9	64,5	100,0
Ensemble urbain	31,3	8,1	1,9	8,1	50,7	100,0
Milieu Rural						
Antananarivo	27,8	8,3	0,0	0,0	63,9	100,0
Fianarantsoa	3,5	0,0	0,0	3,5	93,1	100,0
Toamasina	9,5	4,8	0,0	0,0	85,7	100,0
Mahajanga	19,2	7,7	0,0	3,9	69,2	100,0
Toliara	15,8	5,3	5,3	0,0	73,7	100,0
Antsiranana	4,6	22,7	0,0	4,6	68,2	100,0
Ensemble rural	14,4	7,8	0,7	2,0	75,2	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Mode d'accès aux lieux de consultation

Afin de minimiser les disparités de disponibilité, cette section traite de l'accès aux deux premiers centres de soin les plus proches et les plus fréquentés.

La distance qui sépare le plus proche lieu de consultation et le fokontany est relativement peu élevée en milieu urbain puisque dans plus de dix sept fokontany sur vingt elle est de moins de 2 km. Le problème d'enclavement à Toliara se matérialise par le fait que même en milieu urbain, un fokontany sur quatre se trouve à plus de 10 km

du centre le plus proche. En milieu rural, la moitié des fokontany est distante de moins de 5 km du centre de soin le plus proche tandis que dans 37,2% les habitants doivent parcourir plus de 10 km pour leur consultation.

Tableau.21. Répartition des fokontany selon la distance au lieu de consultation le plus proche
Unité : %

Distance	Moins de 2 km	De 2 à 5km	De 5 à 10 km	Plus de 10 km	Total
Milieu urbain					
Antananarivo	88,5	5,1	1,3	5,1	100,0
Fianarantsoa	85,2	0,0	7,4	7,4	100,0
Toamasina	86,7	6,7	0,0	6,7	100,0
Mahajanga	89,7	10,3	0,0	0,0	100,0
Toliara	60,0	12,0	4,0	24,0	100,0
Antsiranana	94,0	3,4	1,1	1,5	100,0
Total	86,4	5,5	1,8	6,4	100,0
Milieu rural					
Antananarivo	45,7	10,9	6,5	37,0	100,0
Fianarantsoa	27,0	13,5	24,3	35,1	100,0
Toamasina	31,0	10,3	3,5	55,2	100,0
Mahajanga	23,1	11,5	23,1	42,3	100,0
Toliara	53,6	10,7	0,0	35,7	100,0
Antsiranana	31,8	22,7	31,8	13,6	100,0
Total	36,2	12,8	13,8	37,2	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Etat des routes

Au sujet de l'état des routes, les localités rurales de Fianarantsoa, de Toamasina et de Mahajanga sont les plus désavantagées car respectivement 58,6% , 42,9% et 34,6% d'entre elles ne peuvent pas être reliées par voiture au plus proche lieu de consultation. A Antananarivo et Toliara, plus de 83% des fokontany sont reliés à des centres de soin par des routes praticables durant toute l'année. Cette proportion est de 52% pour l'ensemble des milieux ruraux

Tableau.22. Répartition des fokontany du milieu rural selon l'état des routes reliant au plus proche centre de soin
Unité : %

Faritany	Etat des routes				Total
	Très bon	Toujours praticable	Saisonnier	Non accessible par voiture	
Antananarivo	11,1	72,2	13,9	2,8	100,0
Fianarantsoa	0,0	34,5	6,9	58,6	100,0
Toamasina	9,5	33,3	14,3	42,9	100,0
Mahajanga	0,0	7,7	57,7	34,6	100,0
Toliara	26,3	63,1	5,3	5,3	100,0
Antsiranana	14,3	38,1	19,1	28,6	100,0
Ensemble	9,2	42,8	19,7	28,3	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Moyen de transports

Non seulement les lieux de consultation sont éloignés en milieu rural, mais les moyens de transport y font aussi défaut. En effet, la majorité des habitants du milieu rural rejoint à pied les centres sanitaires les plus proches. C'est à Antananarivo et Antsiranana que respectivement 30,5% et 9,1% des localités du milieu rural utilisent régulièrement la voiture pour joindre les lieux de consultation.

Tableau.23. Répartition des fokontany du milieu rural selon le moyen de transport habituellement utilisé pour rejoindre le plus proche centre de soin

Faritany	Unité : %				Total
	Voiture	Charrette	Pied	Autres	
Antananarivo	30,6	11,1	58,3	0,0	100,0
Fianarantsoa	2,5	20,2	77,3	0,0	100,0
Toamasina	4,8	0,0	90,5	4,8	100,0
Mahajanga	3,9	11,5	84,6	0,0	100,0
Toliara	0,0	15,8	84,2	0,0	100,0
Antsiranana	9,1	0,0	90,9	0,0	100,0
Ensemble	9,8	6,5	83,0	0,7	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Durée de parcours

La distance, l'état des routes et le moyen de transport déterminent la durée de parcours nécessaire pour rejoindre les lieux de consultations. Ainsi, en milieu urbain, plus de la moitié des centres de soin est joignable en moins de 10 minutes. En milieu rural, dans plus d'une localité sur cinq, les habitants doivent dépenser plus de 3 heures de temps pour le trajet au lieu de consultation. C'est à Antsiranana que la durée de parcours est relativement moindre.

Tableau.24. Répartition des fokontany du milieu urbain selon la durée nécessaire pour rejoindre le plus proche centre de soin

Faritany	Unité : %				Total
	Moins de 10 minutes	De 10 à 30 minutes	De 30 à 60 minutes	Plus d'1heure	
Antananarivo	68,0	21,8	5,1	5,1	100,0
Fianarantsoa	37,0	40,7	7,4	14,8	100,0
Toamasina	46,7	43,3	3,3	6,7	100,0
Mahajanga	48,3	41,4	10,3	0,0	100,0
Toliara	28,0	36,0	12,0	24,0	100,0
Antsiranana	67,7	32,3	0,0	0,0	100,0
Ensemble	54,1	32,7	5,9	7,3	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Tableau.25. Répartition des fokontany du milieu rural selon la durée nécessaire pour rejoindre le plus proche centre de soin

Faritany	Unité : %					Total
	Moins de 10 minutes	De 10 à 30 minutes	De 30 à 60 minutes	De 1 heure à 3 heures	Plus de 3 heures	
Antananarivo	34,8	19,6	17,4	5,2	23,1	100,0
Fianarantsoa	5,4	27,0	8,1	35,2	24,3	100,0
Toamasina	20,7	10,3	10,3	24,1	34,5	100,0
Mahajanga	0,0	34,6	0,0	46,2	19,2	100,0
Toliara	39,3	17,9	7,1	3,6	32,1	100,0
Antsiranana	27,3	18,2	22,7	31,8	0,0	100,0
Ensemble	21,8	21,3	11,2	22,3	23,4	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Etats généraux des centres de soin

42% des bénéficiaires du milieu urbain jugent leurs centres de soin en bon état contre 26% en milieu rural. Ce sont les informateurs clés de Mahajanga en milieu urbain qui semblent être les plus satisfaits de l'état de leur centre de soin. Par contre, la moitié des informateurs clés du milieu rural de Toliara juge que les centres de soin y sont en mauvais état.

Tableau.26. Répartition des fokontany selon l'état général du lieu de consultation

Faritany	Unité : %				Total
	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	
Milieu urbain					
Antananarivo	34,6	26,9	10,3	28,2	100,0
Fianarantsoa	37,0	37,0	11,1	14,8	100,0
Toamasina	56,7	36,7	6,7	0,0	100,0
Mahajanga	75,9	20,7	0,0	3,5	100,0
Toliara	24,0	28,0	16,0	32,0	100,0
Antsiranana	35,5	12,9	35,5	16,1	100,0
Ensemble	42,3	26,8	12,7	18,2	100,0
Milieu rural					
Antananarivo	30,4	23,9	8,7	37,0	100,0
Fianarantsoa	16,2	21,6	21,6	40,5	100,0
Toamasina	31,0	10,3	13,8	44,8	100,0
Mahajanga	38,5	26,9	19,2	15,4	100,0
Toliara	14,3	25,0	7,1	53,6	100,0
Antsiranana	27,3	18,2	4,6	50,0	100,0
Ensemble	26,1	21,3	12,8	39,9	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Evolution de la qualité de services selon les bénéficiaires

En ce qui concerne les éventuelles améliorations de la qualité des services, les avis des informateurs clés du milieu urbain semblent en être favorables avec un taux de 64% sauf à Toliara où il n'est que de 40%. C'est à Antananarivo et Toliara que les informateurs clés du milieu rural jugent plus que leurs homologues du milieu urbain, d'une amélioration de la qualité des services. Les écarts sont respectivement de 15 points et de 10 points.

Tableau 27: Opinion des informateurs clés sur les éventuelles améliorations de la qualité des services

Unité : %				
Milieu urbain				
Faritany	Oui	Non	Ne sait pas	Total
Antananarivo	60,0	22,7	17,3	100,0
Fianarantsoa	76,9	11,5	11,5	100,0
Toamasina	63,3	30,0	6,7	100,0
Mahajanga	65,5	17,2	17,2	100,0
Toliara	40,0	35,0	25,0	100,0
Antsiranana	77,4	9,7	12,9	100,0
Ensemble	64,0	20,9	15,2	100,0
Milieu rural				
Faritany	Oui	Non	Ne sait pas	Total
Antananarivo	75,0	16,7	8,3	100,0
Fianarantsoa	44,8	44,8	10,3	100,0
Toamasina	57,1	28,6	14,3	100,0
Mahajanga	65,4	26,9	7,7	100,0
Toliara	57,9	26,3	15,8	100,0
Antsiranana	50,0	31,8	18,2	100,0
Ensemble	59,5	28,8	11,8	100,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

III- FREQUENTATION ET CONDITIONS FINANCIERES

Coût moyen de consultation selon les bénéficiaires

Dans un contexte de recouvrement de coût, il est utile de connaître les montants des frais effectifs des consultations que les patients ont payé. Cette information peut servir d'indication aux décisions de tous les niveaux. Il faut remarquer que les coûts moyens analysés dans ce paragraphe sont ceux déclarés par les bénéficiaires des services de santé.

A l'exception du faritany de Fianarantsoa, les consultations en milieu urbain coûtent plus chers que celles en milieu rural. Les types de services et leurs qualités expliquent ce fait. En général, une consultation coûte en moyenne 3.000 fmg en milieu urbain et 1.500 fmg en milieu rural. Lorsqu'on y inclut les factures de médicaments, le coût de consultation passe à 10.000 fmg en milieu urbain contre 6.000 fmg en milieu rural. Ainsi, les coûts des médicaments représentent entre 70% et 75% des coûts de consultation.

Tableau 28 Coûts moyens des consultations par faritany et par milieu

Unité en fmg							
Sans médicaments							
Faritany	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Milieu							
Urbain	3.776	904	3.505	3.267	2.430	2.500	2.999
Rural	1.764	1.138	2.371	2.385	868	795	1.584
Ensemble	3.123	1.027	3.038	2.850	1.669	1.792	2.404
Avec médicaments							
Faritany	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Milieu							
Urbain	10.525	5.308	8.933	12.668	6.600	7.565	9.143
Rural	7.289	3.958	5.657	9.596	4.289	3.068	5.846
Ensemble	9.475	4.596	7.584	11.216	5.474	5.698	7.757

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Les raisons de fréquentation des centres privés

La qualité des soins est la première raison qui motive une consultation dans un centre privé. Cette réponse a recueilli 60,7% des perceptions en milieu urbain et 40,5% en milieu rural. Dans ce même milieu, cette raison est suivie de la contrainte de distance entre la localité considérée et le centre de soin public le plus proche, avec un taux de réponses de 26,1%.

Tableau 29 Opinions des informateurs clés sur les raisons qui motivent une consultation dans un centre privé

Faritany	Qualité des soins	Infrastructure satisfaisante	Milieu urbain			Autres	Total
			Célébrité des lieux privés	Centre public trop éloigné			
Antananarivo	58,7	9,3	10,7	21,3	0,0	100,0	
Fianarantsoa	50,0	38,5	3,9	7,7	0,0	100,0	
Toamasina	63,3	10,0	20,0	6,7	0,0	100,0	
Mahajanga	82,8	0,0	17,2	0,0	0,0	100,0	
Toliara	60,0	30,0	0,0	10,0	0,0	100,0	
Antsiranana	51,6	41,9	6,5	0,0	0,0	100,0	
Ensemble	60,7	18,5	10,4	10,4	0,0	100,0	
Milieu rural							
Antananarivo	50,0	22,2	13,9	13,9	0,0	100,0	
Fianarantsoa	31,0	10,3	17,2	34,5	6,9	100,0	
Toamasina	47,6	19,1	19,1	14,3	0,0	100,0	
Mahajanga	34,6	7,7	11,5	42,3	3,9	100,0	
Toliara	57,9	26,3	15,8	0,0	0,0	100,0	
Antsiranana	22,7	18,2	9,1	50,0	0,0	100,0	
Ensemble	40,5	17,0	14,4	26,1	2,0	100,0	

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Les différentes raisons de non-consultation

Malgré leur maladie ou leur blessure, beaucoup de personnes ont décidé de ne pas rejoindre un centre de santé. Selon le résultat de l'EPM-99, leur proportion varie entre 50 % et 55% . A part la non gravité de la maladie, il y a les raisons de non consultation relatives à l'offre de service de santé.

Si le problème financier est avancé comme la raison principale de non consultation en milieu urbain avec 71,8% des réponses, les informateurs clés du milieu rural sont divisés entre cette raison et l'éloignement du centre de soin. Les autres raisons de non consultation telles que l'indisponibilité des matériels ou des médecins recueillent moins de 10% d'opinions sauf à Toliara en milieu urbain et à Antsiranana en milieu rural.

Tableau 30 Opinions des informateurs clés sur les raisons de non consultation

Unité : %

Raisons de non consultation						
Faritany	Eloignement	Problème financier	Indisponibilité des matériels médicaux	Indisponibilité des médecins	Autres	Total
Milieu urbain						
Antananarivo	14,1	78,2	1,3	3,9	2,6	100
Fianarantsoa	22,2	70,4	3,7	0	3,7	100
Toamasina	3,3	76,7	10	0	10	100
Mahajanga	0,0	86,2	0	10,3	3,5	100
Toliara	28	32	28	12	0	100
Antsiranana	16,1	71	3,2	3,2	6,5	100
Ensemble	13,6	71,8	5,9	4,6	4,1	100
Milieu rural						
Antananarivo	45,7	41,3	4,4	6,5	2,2	100
Fianarantsoa	51,4	46	0	0	2,7	100
Toamasina	41,4	48,3	6,9	0	3,5	100
Mahajanga	34,6	34,6	7,7	23,1	0	100
Toliara	42,9	39,3	7,1	10,7	0	100
Antsiranana	18,2	59,1	18,2	4,6	0	100
Ensemble	41,0	44,2	6,4	6,9	1,6	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

IV- PERCEPTION DES GESTIONNAIRES DES LIEUX DE CONSULTATIONS

Dans le cadre de cette enquête, les enquêteurs ont essayé collecter les données sur les caractéristiques des quatre lieux de consultation les plus proches (type, états des infrastructures, structure du personnel, ...) où les habitants du village d'enquête vont consulter en cas de maladie ou de blessure. Ces lieux de consultations peuvent revêtir plusieurs formes de statuts juridiques (publics, privés,...). Sur la base des observations faites, seuls les deux premiers lieux de consultations ont pu remplir convenablement les questionnaires d'enquête. En général, le premier lieu de consultation le plus proche où les gens ont l'habitude de consulter existe et le nombre de lieux correspondants est relativement élevé à Antananarivo et Fianarantsoa. A la différence du milieu urbain, la probabilité de trouver le prochain lieu de consultation diminue en milieu rural. L'Enquête Communautaire 1999 a permis aussi d'identifier le personnel qui travaille dans ces différents lieux de consultations. Comme l'effectif total du deuxième lieu de consultation est largement inférieur à celui de premier lieu de consultation et par souci de représentativité, dans bien de cas les renseignements sur le deuxième lieu de consultation ne seront pas traités. Il convient de souligner que le nombre total du premier lieu de consultation observé correspond exactement au nombre de Fokontany d'enquête visités.

Tableau 31. Structure des lieux de consultations identifiés

	Nombre total Identifié	Dont % en Milieu rural	Unité : % Total
Antananarivo			
Premier lieu	92	41,3	100
Deuxième lieu	32	25,0	100
Fianarantsoa			
Premier lieu	50	68,0	100
Deuxième lieu	14	21,4	100
Toamasina			
Premier lieu	44	59,1	100
Deuxième lieu	15	20,0	100
Mahajanga			
Premier lieu	34	52,9	100
Deuxième lieu	21	38,1	100
Toliara			
Premier lieu	46	56,5	100
Deuxième lieu	7	28,6	100
Antsiranana			
Premier lieu	34	52,9	100
Deuxième lieu	19	21,1	100
Madagascar			
Premier lieu	300	53,3	100
Deuxième lieu	108	25,9	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

IV-1- Structure du personnel

L'Enquête Communautaire 1999 a collecté également des informations sur le type de personnel opérant sur les différents lieux de consultations. L'effectif total de personnel travaillant dans ce secteur est de 1389 individus dans le premier lieu de consultation et 880 individus dans le second. Le tableau 32 montre que la nature de la répartition du personnel par faritany est variable selon le rang du lieu de consultation. Ceci témoigne de la complémentarité des deux lieux de consultations, abstraction faite de la distance d'accès.

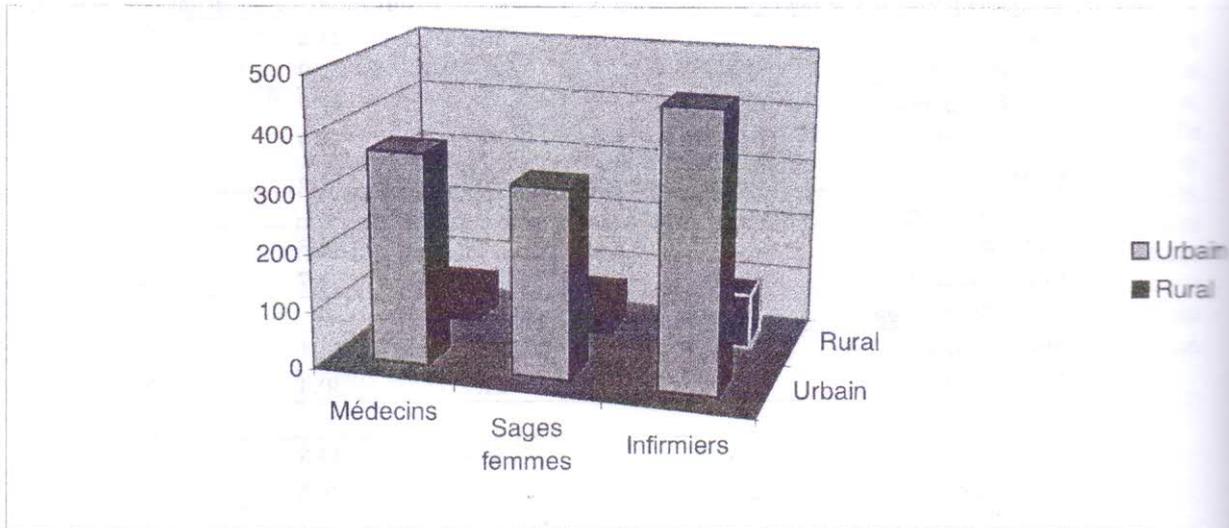
Tableau 32 Structure du personnel médical par faritany

	Unité : %			
Antananarivo	Médecins	Sages femmes	Infirmiers	Total
Premier lieu	47,7	27,3	24,6	100
Deuxième lieu	34,8	18,9	45,9	100
Fianarantsoa				
Premier lieu	33,3	26,1	39,9	100
Deuxième lieu	29,2	26,0	43,8	100
Toamasina				
Premier lieu	31,3	24,7	43,3	100
Deuxième lieu	36,6	26,8	31,7	100
Mahajanga				
Premier lieu	27,0	33,3	39,1	100
Deuxième lieu	44,9	21,7	30,4	100
Toliara				
Premier lieu	18,8	36,8	43,8	100
Deuxième lieu	35,7	21,4	28,6	100
Antsiranana				
Premier lieu	26,1	26,3	47,5	100
Deuxième lieu	29,4	41,8	27,5	100
Madagascar				
Premier lieu	30,7	28,2	40,6	100
Deuxième lieu	33,5	25,0	40,1	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Si l'on considère seulement le premier lieu de consultation, il ressort qu'Antananarivo utilise beaucoup plus de médecins (y compris les spécialistes) que les autres faritany pour faire fonctionner les centres et ce, sans tenir compte de la nature de prestataires de service. Au niveau national, quatre individus du personnel médical sur dix sont des infirmiers et la proportion de médecins et de sages femmes identifiés est quasi identique (autour de trois sur dix). En revanche, une analyse par milieu, comme l'illustre le graphique suivant, fait ressortir qu'en tout état de cause, le milieu urbain dispose d'un effectif de personnel élevé par rapport à celui du milieu rural. Ce constat reste valable eu égard au deuxième lieu de consultation.

Graphique 1 Effectif de personnel médical identifié dans le premier lieu de consultation



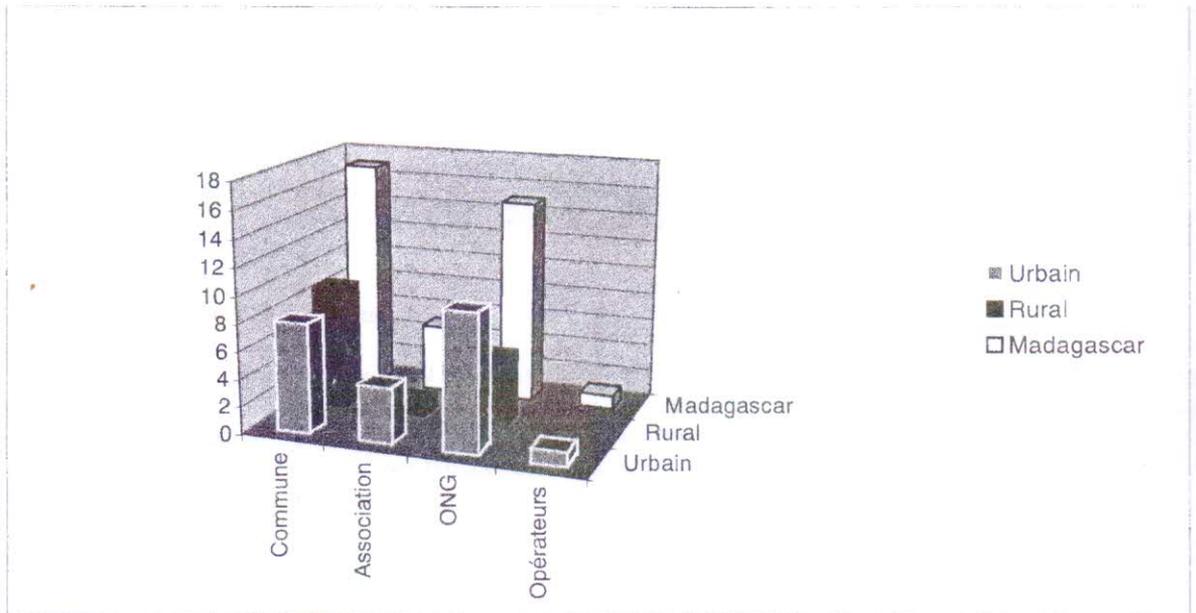
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

IV-2- Programmes

Dans le cadre de la politique de développement du secteur Santé à Madagascar, toutes les actions visant à doter les malgaches d'un meilleur état de santé entretenu et soutenu, sont généralement les bienvenues. Aussi certaines personnes physiques ou certaines personnes morales, en plus des actions de l'Etat, s'efforcent d'y participer en passant des contrats programmes avec les centres de santé. Pour les centres identifiés, il a été demandé s'il dispose d'un contrat avec d'autres entités. Il s'avère que peu de centres est concerné par cette pratique à Madagascar non seulement en milieu urbain mais même en milieu rural puisque le taux de participation va de 12% à 17,6%.

Ces acteurs sont les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Communes qui s'appliquent au développement du secteur sanitaire. Les opérateurs privés à Madagascar ne sont pas tellement intéressés à cette approche.

Graphique 2 Proportion des contrats programmes par milieu



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

En milieu urbain, les ONG et ensuite les Communes qui se trouvent au premier rang des entités qui ouvrent dans ce secteur à travers les contrats programmes alors qu'en milieu rural on observe le phénomène inverse.

IV-3- Autres programmes

Soucieux du sort de la population de la région d'implantation de centres, ces derniers peuvent diversifier ses activités à travers les programmes tels que le programme de Planning Familial (PF), le programme de récupération nutritionnelle, le programme de réhabilitation des bâtiments et le programme de recyclage du personnel médical. Les analyses qui suivent ne concernent que le premier lieu de consultation de la population.

Un programme de PF présente l'avantage de contenir l'accroissement de la population par un espacement temporel de naissance en utilisant des méthodes de contraception. La réalisation d'un programme de PF semble figurer parmi l'un des objectifs principaux des centres de consultation dans la mesure où 66,4% de ces lieux de consultation en disposent. La différence par milieu de résidence semble ne pas affecter cette constatation puisque dans tous les cas de figure, sept centres sur dix suivent ce genre de programme. Ce résultat demeure valable si on y inclut une analyse par faritany. Néanmoins le taux d'existence de programme est très important à Mahajanga, Antsiranana et Fianarantsoa.

La situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans à Madagascar apparaît assez critique comparée aux résultats d'autres pays similaires. A l'aide d'un système de ciblage précis de groupes d'enfants, il est possible d'identifier ces enfants et de concevoir en conséquence un programme qui devait leur permettre de se retrouver dans une situation acceptable. Tel est l'objet d'un programme de récupération nutritionnelle (par exemple les actions du Catholic Relief Service ou CRS, les actions du projet SEECALINE,...) auquel les lieux de consultations sont vivement sollicités à y participer et suivre. D'après les résultats de l'Enquête Communautaire 1999, 22,7% seulement des centres enquêtés au niveau national disposent de programmes de récupération nutritionnelle. Une disparité par milieu est observée (24,4% en milieu urbain contre 20,8% en milieu rural). Par faritany, ce type de programme est pratiqué, dans l'ordre, à Antsiranana, Fianarantsoa, Antananarivo, Toliara.

La durée de vie des infrastructures dépend en grande partie du rythme et de la qualité d'entretiens. A cet effet, il est de centres de consultations qui consacrent périodiquement de programmes d'entretien de bâtiments. A Madagascar, environ quatre lieux de consultation sur dix (quels que soient les statuts juridiques), adoptent de programmes de réhabilitation de bâtiments de santé. Le milieu rural prime sur le milieu urbain (42,4% contre 34,4%). Les faritany d'Antananarivo et de Toamasina se distinguent des autres dans la mesure où la proportion de lieux de consultations qui se soucient effectivement de la qualité et de la durée de vie des bâtiments y est relativement élevée et correspond respectivement à 33,7% et à 16,3%.

La productivité d'un service est fortement tributaire du niveau de qualification du personnel. La formation et le recyclage du personnel sont parmi les principaux éléments qui peuvent améliorer le niveau de productivité. Sur l'ensemble des lieux de consultations, 46,5% ont suivi des programmes de formation et recyclage du personnel. Cette proportion est de 45,8% en milieu urbain et 47,2% en milieu rural. L'Enquête Communautaire 1999 a donc révélé que le milieu rural n'est pas en reste.

Tableau 33 Taux de participation des lieux de consultations aux programmes

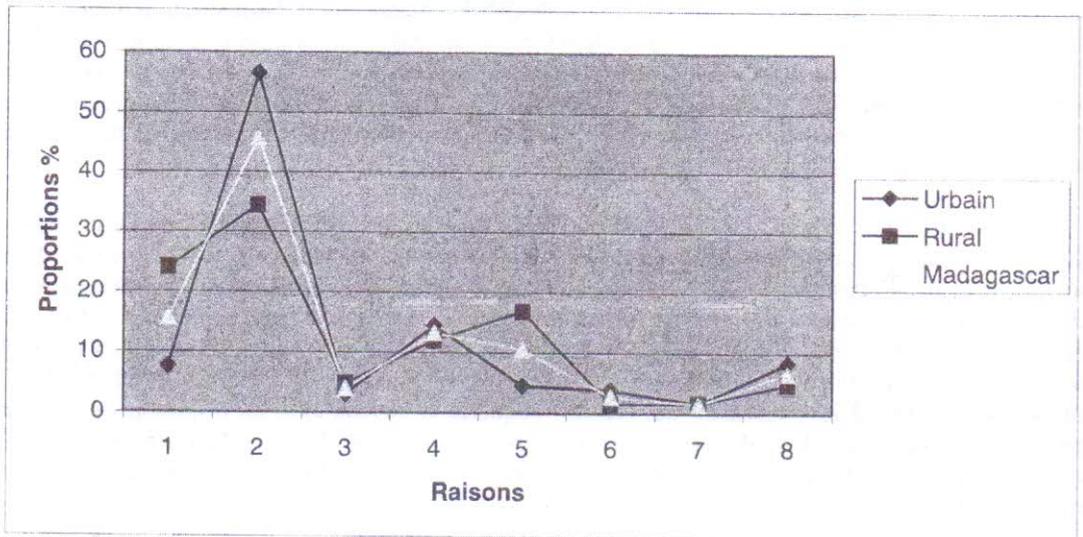
Faritany	Unité : %			
	Planning Familial	Récupération nutritionnelle	Entretien de Bâtiments	Formation et recyclage
Antananarivo	58,2	22,8	41,8	31,6
Fianarantsoa	73,2	36,6	31,7	58,5
Toamasina	47,2	2,8	44,4	47,2
Mahajanga	82,4	8,8	41,2	76,5
Toliara	68,8	21,9	31,3	50,0
Antsiranana	79,4	41,2	35,3	32,4
Madagascar	66,4	22,7	38,3	46,5
Urbain	71,0	24,4	34,4	45,8
Rural	61,6	20,8	42,4	47,8

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999.

IV-4- Raisons de non consultation

Il arrive aussi qu'en cas de maladie, de blessure ou d'autres situations, les concernés ne viennent pas consulter les lieux prestataires de services de soins de santé. Dans le cadre de l'Enquête Communautaire 1999, il a été demandé aux gestionnaires des lieux de consultations les principales raisons qui poussent les malades à ne pas consulter ces centres. Au niveau national et par faritany, la non consultation tient d'abord au fait que les ménages n'ont pas les moyens suffisants pour faire face aux frais médicaux et en second lieu à l'éloignement des centres de soins. A elles seules, les deux raisons expliquent 61,3% de l'ensemble de raisons, qui varient selon le milieu.

Graphique 3 Raisons de non-consultations par milieu



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

- | | |
|--|--|
| 1- Centre de soin éloigné | 2- Les ménages n'ont pas les moyens de faire face aux frais médicaux |
| 3- Médicaments difficiles à trouver | 4- Les ménages sont obligés d'acheter des médicaments |
| 5- Il n'y a pas de spécialistes suffisants | 6- Manque de produits et de matériels de stérilisation |
| 7- Manque d'eau courante, toilette, électricité dans le centre | 8- Autres |

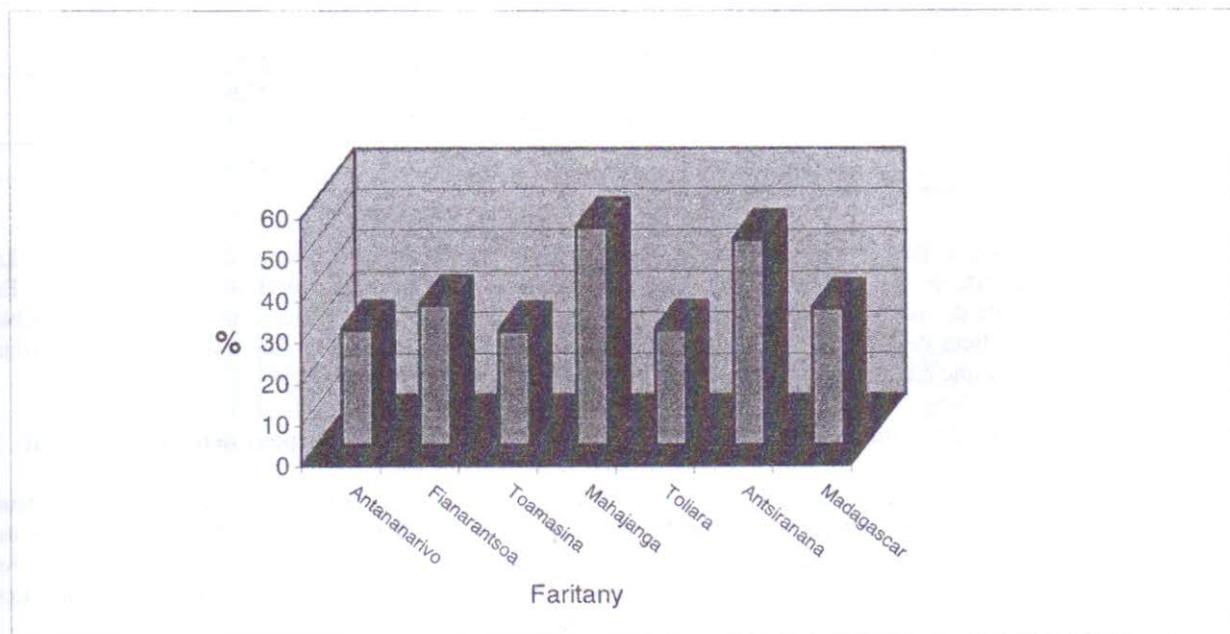
Le graphique 3 indique que la première raison a un caractère général puisqu'il n'y a pas de disparité significative entre les deux milieux. Par contre la deuxième raison de non consultation change : en milieu urbain, la deuxième raison de non consultation est expliquée par le fait que les ménages sont obligés d'acheter des médicaments. Alors qu'en milieu rural, l'éloignement de lieux de consultations est avancée.

IV-5- Crédits de fonctionnement

Connaissance de l'existence du crédit :

Les crédits de fonctionnement jouent un rôle primordial dans la réalisation des activités qui sont confiées à ces différents lieux de consultations tant publics que privés. Aussi, l'Enquête Communautaire 1999 a-t-elle permis de savoir si les centres enquêtés (les premiers lieux de consultation) connaissent l'existence d'un crédit de fonctionnement ou disposent d'une prérogative relative de possession et/ou de gestion d'un crédit de fonctionnement. En effet, le crédit de fonctionnement semble être une affaire de l'administration puisque 71,1% des lieux enquêtés le connaissent. En revanche, dans les lieux de consultations privés, le degré de connaissance de cette pratique budgétaire est faible : 8,9%. A noter que dans le cas de ces premiers lieux de consultations, quatre lieux sur dix appartiennent au secteur privé. A Madagascar, trois centres sur dix connaissent l'existence d'un crédit de fonctionnement. Ils sont en majorité des lieux de consultation publics (86,5%). Les lieux de consultations en milieu urbain connaissent davantage l'existence de ce système que ceux du milieu rural. Le degré de connaissance est respectivement de 39,7% et de 26,4%.

Graphique 4 Degré de connaissance de crédit de fonctionnement par faritany



Source : INSTAT, Enquête Communautaire 1999

L'Enquête Communautaire 1999 a révélé que les lieux de consultation dans le faritany de Mahajanga et de Toliara semblent connaître mieux que les autres l'existence de crédit de fonctionnement.

Montant annuel et structure du crédit de fonctionnement

Le niveau annuel de crédit de fonctionnement diffère selon le type de prestataires de service. Il est en moyenne de 50 000 000 Fmg par lieu de consultation dans le secteur public contre 12 000 000 Fmg dans le secteur privé. Pour ce qui est du secteur public, le niveau moyen en milieu urbain est de 75 000 000 Fmg par lieu de consultation contre 3 000 000 Fmg par an en milieu rural.

Tableau 34: Structure d'utilisation du crédit de fonctionnement par faritany

Faritany	Unité : %					Total
	Dépenses permanentes	Fournitures Administratives	Fournitures Techniques	Entretien Bâtiments	Matériel et équipement	
Antananarivo	20,0	7,5	33,3	24,4	14,8	100
Fianarantsoa	12,8	18,9	29,2	29,4	9,7	100
Toamasina	10,8	19,8	25,0	31,2	13,3	100
Mahajanga	7,1	12,5	55,3	12,7	12,4	100
Toliara	30,5	12,6	20,3	14,4	22,2	100
Antsiranana	31,1	4,4	13,6	7,7	43,1	100

Source : INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Selon le tableau 34, la structure du crédit de fonctionnement consommée en 1999 présente de disparité régionale. Dans les faritany d'Antananarivo, de Fianarantsoa et de Toamasina, les dépenses en fournitures techniques (seringue, stérilisateurs, ...) et en entretiens de bâtiments absorbent plus de la moitié des crédits de fonctionnement. A Mahajanga, la part des dépenses en fournitures techniques est de 55,3% du volume global de crédit. Les plus forts taux d'utilisation en dépenses permanentes reviennent aux faritany de Antsiranana et de Toliara. Quant aux dépenses en matériel et en équipement, le faritany d'Antsiranana se démarque des autres avec une proportion de 43,1%.

Tableau 35 Structure d'utilisation du crédit par milieu

Milieu	Unité : %					
	Dépenses permanentes	Fournitures administratives	Fournitures techniques	Entretien Bâtiments	Matériel et équipement	Total
Urbain	12,7	14,4	36,6	22,6	13,8	100
Rural	16,2	6,4	62,7	5,2	9,4	100
Madagascar	12,8	13,9	37,6	21,6	13,5	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Au niveau national, la part de dépenses imputables aux fournitures techniques occupe la première place. Le coefficient budgétaire des fournitures techniques reste élevé aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. En revanche, il importe de mentionner qu'en milieu rural, les lieux de consultation consacrent une part assez faible du crédit aux entretiens des bâtiments et aux achats de matériel et des équipements. Cela est tout à fait plausible compte tenu du volume relativement bas du crédit de fonctionnement en milieu rural.

Nombre de délégation de crédit et Rythme d'exécution des procédures pour débloquer le crédit

Un des leviers permettant de faciliter le déblocage de crédit et de le mettre à la disposition de son utilisateur direct est la procédure de délégation de crédit. L'Enquête Communautaire 1999 donne l'opportunité de demander auprès des lieux de consultations identifiés sur l'existence et l'effectif de délégation de crédit. Au total, 287 nombres de délégation de crédit a été enregistré des lieux enquêtés dont 56,3% en milieu urbain. Les taux les plus élevés ont été observé à Toamasina et Mahajanga.

Dans le cadre de l'Enquête Communautaire 1999, il a été également possible de demander aux gestionnaires des lieux de consultations leurs opinions sur le rythme d'exécution des procédures pour débloquer le budget. Pour l'ensemble du pays, les avis sont partagés sur la perception du rythme d'exécution des procédures : 33% des lieux pensent que ce rythme est convenable. Les autres lieux estiment que c'est lent ou ils préfèrent ne pas se prononcer. Par milieu, la moitié des lieux de consultations enquêtés en milieu urbain pensent que le rythme d'exécution actuel est convenable. A l'opposé, sept lieux de consultations sur dix en milieu rural affirment que le rythme d'exécution des procédures budgétaires reste encore lent.

IV-6- Recouvrement des coûts

Application du système de recouvrement de coûts

Par souci d'augmenter les ressources financières à la disposition des lieux de consultation, le Ministère de la Santé a mis en place le système de recouvrement des coûts. Ce système quoique d'usage courant dans le secteur privé est tout à fait nouveau dans le secteur public. En moyenne, un lieu de consultation sur deux pratique le système de recouvrement des coûts. La proportion des lieux de consultation pratiquant ce système est légèrement supérieur en milieu urbain qu'en milieu rural. Ceux qui ne pratiquent ce système peuvent être les lieux de consultation privés sans but lucratif ou les associations.

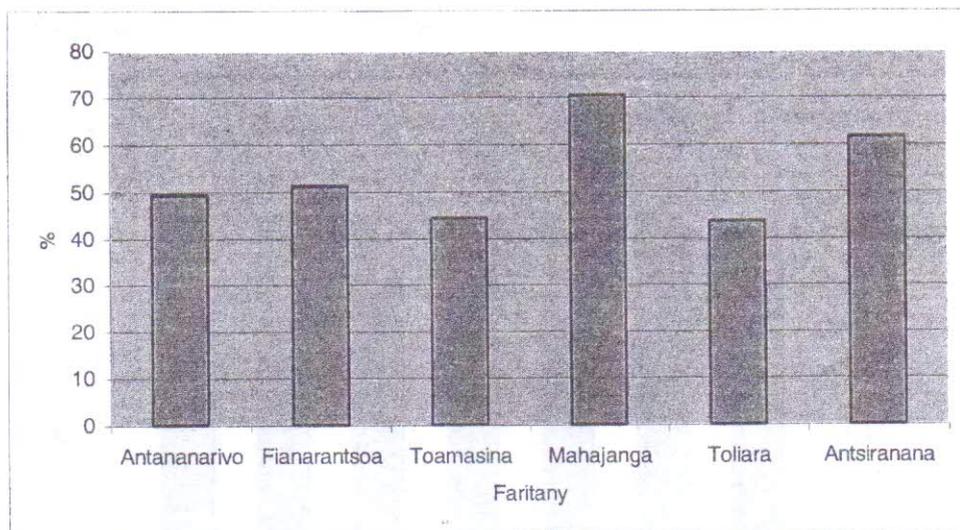
Tableau 36. Existence ou non de système de recouvrement de coût

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Madagascar
Oui	54,2	51,2	52,7
Non	33,6	33,6	33,6
Nsp	12,2	15,2	13,7
Total	100	100	100

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Il ressort de l'analyse du graphique 4 que le degré d'application du système de recouvrement de coût est élevé à Mahajanga et à Antsiranana. Il est moins élevé à Toamasina et à Toliara.

Graphique 5 Taux d'utilisation du taux de recouvrement de coût par faritany

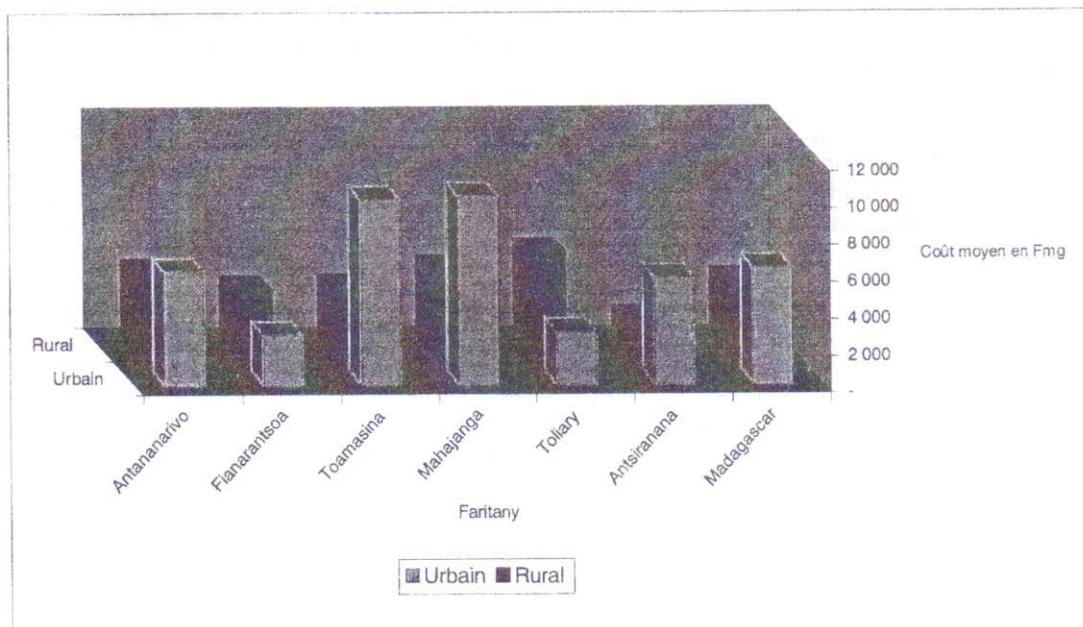


Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Coût de consultation selon les gestionnaires

Cette partie fournit des informations sur les coûts de consultation sans médicaments du côté de l'offre. Le coût moyen de consultation auprès des centres prestataires de service de santé est de 5 000 Fmg en 1999. Il va du simple au double dès lors qu'on passe du milieu rural au milieu urbain : respectivement de 3 500 Fmg et 6 000 Fmg.

Graphique 6 Coût moyen de consultation annoncé par le gestionnaire selon les faritany et les milieux



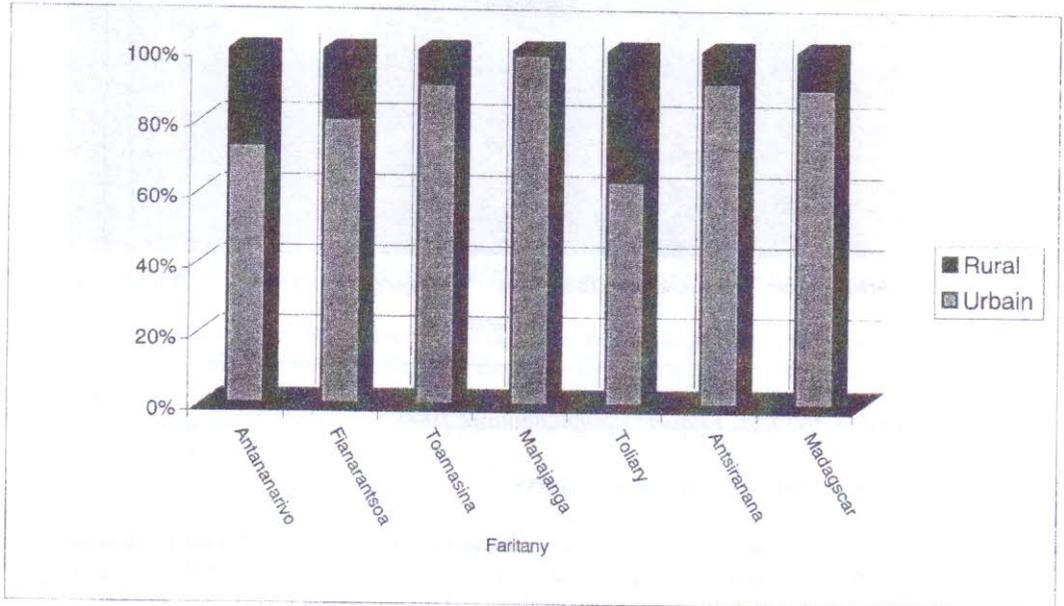
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

A l'exception de Fianarantsoa et de Toliara (où le coût moyen de consultation en milieu urbain est moins cher qu'en milieu rural), le coût moyen de consultation en milieu urbain est souvent supérieur à celui du milieu rural. Il est relativement élevé dans le milieu urbain de Mahajanga et de Toamasina.

Niveau de recettes et de dépenses

Un lieu de consultation en milieu urbain fait rentrer annuellement une recette moyenne de 23 500 000 Fmg contre 2 300 000 Fmg en milieu rural

Graphique 7 Structure des recettes issues de recouvrement de coûts selon les faritany et les milieux



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Fait est confirmé par les résultats du graphique 7 où on voit clairement la prépondérance du milieu urbain dans la participation financière au système de recouvrement de coût. C'est dans le faritany de Toliara seul que le poids du milieu rural est assez significatif.

Si l'on adopte le principe que les recettes obtenues peuvent être utilisées pour améliorer le fonctionnement des lieux de consultation et donc la qualité des services fournis, un lieu de consultation qui dépense en moyenne 12 500 000 Fmg en milieu urbain ou 1 350 000 Fmg en milieu rural peut dégager de recettes nettes au cours d'une année. Cependant, ce constat doit être compté avec une analyse de taux de fréquentation des centres.

PRIORITE DE DEVELOPPEMENT

A l'instar des enquêtes auprès des ménages de 1993 et 1997, il a été demandé aux informateurs clés les problèmes et les besoins de leur localités. Le but est d'essayer d'évaluer les aspirations des différents faritany en matière de développement économique et de développement agricole.

I- DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

Dans l'ensemble du pays, les informateurs clés s'accordent sur le besoin d'investir dans la construction d'écoles. Ce souhait a été formulé par 94% des fokontany visités. Avec un même ordre de préoccupation, les informateurs clés souhaitent la construction de centres de soin et l'amélioration de l'approvisionnement en médicaments. L'entretien des route constitue le quatrième souhait des fokontany avec un taux de réponse de 90,3%.

Antananarivo

La construction de centre de santé, l'amélioration de l'approvisionnement en médicament et l'amélioration des entretien des routes préoccupent les plus les localités d'Antananarivo avec des taux respectifs de réponses de plus de 90%.

Fianarantsoa

Les réponses des informateurs clés de cette province rejoignent celles d'Antananarivo avec un degré de souci plus importants puisque les taux de réponses sont de 94%. Ensuite, ces informateurs clés souhaitent qu'il y ait plus de disponibilité de services médicaux.

Toamasina

A Toamasina, c'est l'entretien des routes qui est la première aspiration des localités avec un taux de réponse de 95,5%. Viennent ensuite la construction de centre de consultation et l'augmentation de l'effectif du corps enseignant.

Mahajanga

Les souhaits des informateurs clés de Mahajanga concernent plus les secteurs sociaux. La totalité des réponses contient une préoccupation en matière de construction d'écoles. Ensuite la disponibilité des fournitures scolaires, l'augmentation de l'effectif du corps enseignant, la construction de centres de santé et l'approvisionnement en médicaments recueillent 97,1% des réponses.

Toliara

Les localités de Toliara sont plus concernées par les problèmes du secteur sanitaire avec des taux de réponses avoisinant les 98%. Ensuite les problèmes relatifs à l'éducation préoccupent 95,7% des localités.

Antsiranana

Les réponses recueillies dans le Nord présentent dans leur totalité des souhaits de construction d'école et des sujets relatifs à l'éducation. La construction de centres de soin sont formulée dans 94,1% des réponses.

Tableau.37. Taux de réponses recueillies selon l'importance des préoccupations en matière de développement socio-économique par faritany

Faritany	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Action de développement économique							
Construction des routes	71,7	88,0	79,6	94,1	89,1	79,4	81,7
Construction ou réparation d'autres facilités de transport	54,4	76,0	84,1	88,2	58,7	82,4	70,0
Améliorer l'entretien des routes	90,2	94,0	95,5	85,3	91,3	82,4	90,3
Installer un réseau de distribution d'eau	80,4	78,0	81,8	91,2	87,0	88,2	83,3
Améliorer le réseau de distribution d'eau	85,9	68,0	63,6	79,4	82,6	79,4	77,7
Installer l'électricité	71,7	68,0	75,0	76,5	71,7	79,4	73,0
Construction des écoles	91,3	86,0	97,7	100,0	95,7	100,0	94,0
Assurer la disponibilité des fournitures scolaires	83,7	86,0	95,5	91,2	95,7	85,3	88,7
Augmenter l'effectif du corps enseignant	83,7	82,0	90,9	97,1	95,7	94,1	89,0
Construire des centres de santé	91,3	90,0	93,2	97,1	97,8	94,1	93,3
Améliorer l'approvisionnement en médicaments	90,2	94,0	90,9	97,1	100,0	88,2	93,0
Augmenter le nombre de services médicaux disponibles	88,0	90,0	84,1	94,1	97,8	85,3	89,7
Augmenter l'effectif du personnel médical	84,8	84,0	88,6	88,2	97,8	91,2	88,3
Promouvoir les activités artisanales	72,8	84,0	86,4	79,4	78,3	67,7	77,7
Autres	29,4	30,0	59,4	55,9	28,3	62,5	38,2

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Développement du secteur agricole

Au vu des réponses formulées par les informateurs, il semblerait que les aspirations en matière de développement agricole sont moins pointues que celles qui concernent le développement socio-économique. Néanmoins, la hausse des prix au producteur est le premier souhait des localités avec un taux de réponse de 77,4%. Ensuite, la lutte contre les maladies des bétails se retrouvent dans trois réponses sur quatre. Les maladies des plantes inquiètent 69,5% des informateurs.

Antananarivo

Les maladies des bétails préoccupent plus les informateurs clés d'Antananarivo avec un taux de réponse de 68,6%. Viennent ensuite le vol des récoltes, le prix au producteur et les maladies des plantes avec des taux de réponses respectifs de 65,1%.

Fianarantsoa

C'est à Fianarantsoa que les soucis en matière de développement agricoles ou de problèmes liés à l'agriculture sont relativement plus prononcés. Ainsi, les sujets relatifs à la commercialisation des produits sont formulés dans plus de 80% des réponses. Les maladies des bétails et les maladies des plantes préoccupent 76,6% des informateurs.

Toamasina

A Toamasina, la hausse des prix au producteurs et le combat contre la maladies des bétails sont les premiers souhaits des informateurs clés avec 76,2% des réponses. Ensuite, l'amélioration de l'état des routes est formulée dans 71,4%.

Mahajanga

Les informateurs clés de Mahajanga sont plus préoccupés par les conditions de productivité agricole tels que les maladies des plantes, les maladies des plantes et la sécheresse. Ces problèmes recueillent chacun 83,3% des réponses.

Toliara

L'augmentation des prix au producteur et la lutte contre les maladies de bétails sont les premiers souhaits des informateurs clés de Toliara avec des taux de réponses respectifs de 84,8% et de 80,4%.

Antsiranana

La lutte contre le vol des récoltes et la hausse des prix au producteur retiennent l'attention des localités d'Antsiranana avec un taux de réponse de 85,7%. Occupant les 82,1% des réponses, l'accroissement des superficies cultivables distingue les souhaits des informateurs clés d'Antsiranana de ceux des autres faritany.

Tableau.38. Taux de réponses recueillies selon l'importance des préoccupations en matière de développement agricole par faritany

Faritany	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Augmenter la superficie cultivable	57,0	63,8	61,9	73,3	47,8	82,1	61,7
Augmenter le prix au producteur	65,1	89,4	76,2	76,7	84,8	85,7	77,4
Rapprocher les débouchés des produits	54,7	80,9	66,7	66,7	71,7	50,0	64,5
Améliorer l'état des routes	51,2	72,3	71,4	80,0	67,4	71,4	65,6
Améliorer l'approvisionnement en engrais	64,0	46,8	42,9	43,3	39,1	46,4	49,8
Améliorer l'approvisionnement en semences	57,0	57,5	52,4	66,7	45,7	46,4	54,5
Plus de bœufs pour le labour	52,3	44,7	69,1	40,0	47,8	53,6	51,6
Plus de bœufs pour le transport des produits	48,8	34,0	42,9	36,7	43,5	39,3	42,3
Plus de charrette pour le transport des produits	44,2	40,4	42,9	43,3	45,7	39,3	43,0
Combattre les maladies des plantes	65,1	76,6	66,7	83,3	63,0	71,4	69,5
Lutte antiacridienne	51,2	57,5	33,3	76,7	73,9	14,3	52,3
Combattre les maladies des bétails	68,6	76,6	76,2	83,3	80,4	78,6	75,6
Combattre la sécheresse	45,4	83,0	69,1	83,3	52,2	71,4	63,1
Promouvoir les activités des établissements de crédits	52,3	46,8	66,7	63,3	37,0	57,1	52,7
Abaisser le taux d'intérêt	64,0	31,9	54,8	50,0	34,8	35,7	48,0
Facilité l'accès aux crédits	64,0	36,2	66,7	50,0	28,3	32,1	49,1
Combattre les vols des produits	65,1	44,7	66,7	73,3	47,8	85,7	62,0
Combattre les vols des bétails	51,2	38,3	33,3	70,0	60,9	50,0	49,8
Autres	25,6	21,3	38,5	33,3	33,3	10,0	27,3

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

II- EVOLUTION DES PREOCCUPATIONS ENTRE 1993 ET 1999 EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

La comparaison des résultats issus de l'Enquête Communautaire-93 à ceux de l'Enquête Communautaire-99 montre une préoccupation plus importante en ce qui concerne l'augmentation de l'effectif du personnel médical (+7,2 points). Ceci est valable quel que soit le faritany. A Toamasina et Toliara les hausses sont respectivement de 31 points et de 9,6 points. Ensuite l'installation de réseau de distribution d'eau a enregistré une hausse de souhaits de 32,8 points à Toamasina et 22 points à Mahajanga. La construction ou réparation d'autres facilités de transport a recueilli moins d'aspiration à Antananarivo avec une baisse de -31,4 points contre une hausse de 12,7 points à Toamasina.

Tableau.39. Evolution des préoccupations en matière de développement socio-économique entre 1993 et 1999 par faritany

Faritany	Unité : %						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
Action de développement socio-économique							
Construction des routes	-16,3	5,4	9,3	-2,5	-1,7	1,3	-3,2
Construction ou réparation d'autres facilités de transport	-31,4	-6,1	12,7	-8,4	-23,1	-10,6	-14,3
Améliorer l'entretien des routes	-2,8	7,0	26,4	-10,8	-6,7	-7,5	0,9
Installer un réseau de distribution d'eau	-3,4	2,0	32,8	22,0	-4,9	7,1	6,7
Améliorer le réseau de distribution d'eau	-6,6	-11,4	26,2	-2,8	-10,5	8,5	-0,5
Installer l'électricité	-8,7	-3,8	35,3	-9,6	3,8	3,4	2,4
Construction des écoles	2,3	-2,9	20,5	9,6	2,1	1,0	4,5
Assurer la disponibilité des fournitures scolaires	-15,7	-3,7	17,5	-1,8	-1,8	-14,1	-4,3
Augmenter l'effectif du corps enseignant	-0,9	-4,5	11,3	16,2	6,1	3,3	3,4
Construire des centres de santé	-4,2	-5,4	7,5	-1,6	2,0	-3,3	-1,6
Améliorer l'approvisionnement en médicaments	-9,8	-0,9	7,1	-2,0	2,0	-10,7	-3,3
Augmenter le nombre de services médicaux disponibles	-4,4	4,4	23,1	2,3	6,4	-12,7	2,8
Augmenter l'effectif du personnel médical	3,0	0,9	31,0	0,8	9,6	5,0	7,2
Promouvoir les activités artisanales	-24,2	-2,5	10,4	-7,6	-14,8	-13,0	-10,0

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

III- EVOLUTION DES PREOCCUPATIONS ENTRE 1993 ET 1999 EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Au sujet de l'évolution des aspirations en matière de développement agricole, la lutte antiacridienne a enregistré une hausse de 14,8 points. Cela est due au problème d'invasion acridienne qu'a connu Madagascar en 1998 et 1999. Comme le faritany d'Antsiranana a été le moins affecté par ce fléau, ses informateurs clés en sont moins inquiets.

Les informateurs clés de Toamasina sont les seuls à réclamer en même temps une baisse des taux d'intérêt et une facilité de l'accès aux crédits. Ainsi en six ans, ils rejoignent ceux d'Antananarivo et de Mahajanga avec un taux de réponse de plus de 50%.

A l'exception d'Antananarivo, les informateurs clés des autres faritany souhaitent que l'on améliore l'approvisionnement en engrais. Par contre il semblerait que les problèmes de vol de bétails et de récoltes soient faiblement atténués puisque leurs préoccupations sont en baisse de -2,4 points et de -7,3 points.

Tableau 40 Evolution des préoccupations en matière de développement agricole entre 1993 et 1999 par faritany

Unité : %

Faritany	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
<i>Action de développement agricole</i>							
Augmenter la superficie cultivable	-27,8	18,4	-8,7	12,9	-7,6	13,2	-1,6
Augmenter le prix au producteur	-17,5	10,7	-4,9	6,3	10,3	2,5	-1,0
Rapprocher les débouchés des produits	-6,5	15,7	14,6	7,2	4,4	6,6	4,6
Améliorer l'état des routes	-22,5	12,2	3,4	3,1	-3,3	28,0	-0,8
Améliorer l'approvisionnement en engrais	-7,0	4,6	17,0	9,8	20,3	27,5	12,6
Améliorer l'approvisionnement en semences	-10,8	15,9	9,5	9,8	-16,4	12,7	2,4
Plus de bœufs pour le labour	-27,8	-23,7	15,8	-7,9	-5,0	19,9	-7,5
Plus de bœufs pour le transport des produits	-25,7	-13,1	14,3	-6,4	-20,5	12,8	-8,2
Plus de charrette pour le transport des produits	-28,9	-9,6	18,5	-3,6	-21,2	9,8	-8,6
Combattre les maladies des plantes	-26,2	11,4	-16,7	-0,6	-11,0	-13,3	-9,7
Lutte antiacridienne	29,9	6,1	22,5	49,3	4,1	-11,7	14,8
Combattre les maladies des bétails	-18,0	10,4	-9,1	0,3	2,2	-4,1	-3,7
Combattre la sécheresse	-37,4	10,9	-0,5	8,5	-23,3	-3,1	-11,9
Promouvoir les activités des établissements de crédits	2,1	-8,3	52,4	14,6	-34,2	8,1	2,7
Abaissier le taux d'intérêt	-3,6	-22,1	29,7	-8,3	-16,4	-15,3	-4,2
Facilité l'accès aux crédits	-8,6	-20,6	26,9	-9,5	-17,8	-20,5	-6,1
Combattre les vols des produits	-20,9	-13,4	-7,8	-1,5	1,5	-5,1	-7,3
Combattre les vols des bétails	-11,6	-4,3	12,5	-4,3	9,0	-18,4	-2,4

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

SAISONNALITE AGRICOLE

Ce chapitre vise d'abord à éclaircir certaines saisonnalités de surcharge de travail, de la vente des produits, des périodes de soudure et ensuite à évoquer l'évolution de la superficie des terres cultivables et les modes de cultures pratiqués dans un fokontany. Une comparaison entre faritany peut être établie sur les modes de vie et les périodes difficiles dans les localités malgaches.

La connaissance des périodes de surcharge de travail peut aider entre autres les autorités gouvernementales à choisir les meilleurs moments pour mener des enquêtes ou pour effectuer des élections ou dans certains cas, à entreprendre des travaux communautaires.

La connaissance des périodes de manque d'argent et de riz permet aux différents ministères ou des centres de secours de déterminer les régions concernées et d'attribuer dans les moments adéquats les subventions nécessaires.

L'étude sur l'évolution des terres permet aussi d'appréhender l'habitude des paysans quant à la fréquence de certains modes de culture, une approche plus que nécessaire à connaître en vue d'une réforme agraire.

I-LES INFORMATEURS

L'enquête couvre 277 fokontany. Dans chaque localité, les renseignements ont été recueillis selon les avis d'un certain nombre d'informateurs. Le tableau 41 ci-après donne leur nombre selon leur statut.

En moyenne, 3,7 informateurs clés par fokontany ont répondu aux questions de l'Enquête Communautaire sur l'agriculture. La plupart du temps ce sont des élus ou nommés, les fonctionnaires et enfin les agriculteurs indépendants. Dans le milieu urbain et dans le faritany d'Antananarivo, un informateur sur trois est soit élu soit nommé, tandis que dans le milieu rural cela revient à un sur quatre. Dans l'ensemble, en milieu urbain on a pu interviewer 3,5 informateurs clés contre 3,8 en milieu rural.

Tableau 41: Nombre d'informateurs clés par faritany selon leur statut

Faritany	effectif						Total
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
Notable	18	29	22	17	16	13	115
Elu ou nommé	77	40	33	33	33	25	241
Fonctionnaire de l'éducation	20	34	18	12	16	13	113
Fonctionnaire de la santé	11	16	7	3	2	7	46
Fonctionnaire de l'agriculture	8	11	5	3	4	6	37
Autres fonctionnaires	9	4	3	1	5	1	23
Représentant féminin	19	10	11	10	11	4	65
Clergé	0	2	3	2	1	1	9
Agriculteur indépendant	48	29	33	22	30	16	178
Commerçant ou vendeur	23	12	13	6	7	10	71
Artisan	12	2	0	1	3	3	21
Autres	22	15	9	22	21	11	100
Total	267	204	157	132	149	110	1019

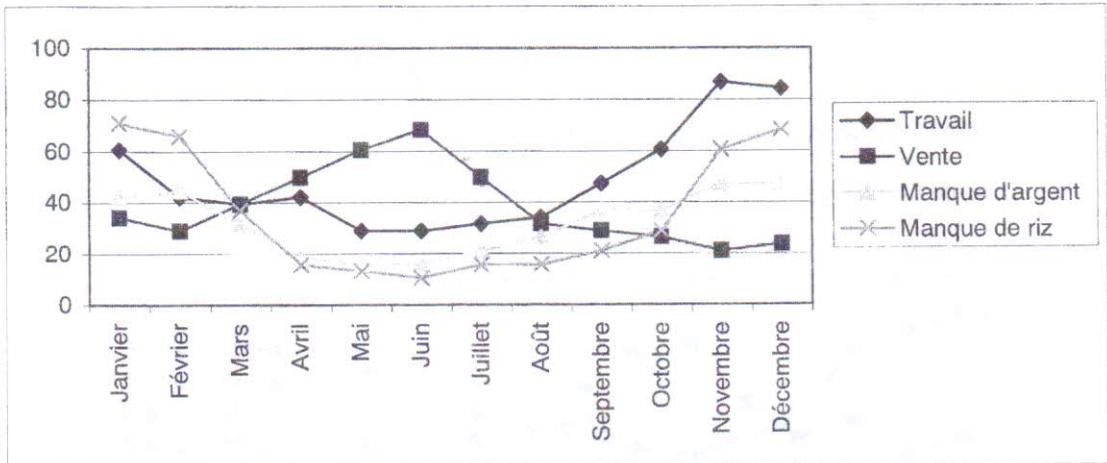
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

II - SAISONNALITE DU TRAVAIL ET DES VENTES, DU MANQUE D'ARGENT, DU MANQUE DE RIZ

Les informateurs clés ont donné leur avis pour chaque mois de l'année si cela correspondait à une période de travail surchargé très importante, significative, ou sans importance. De même, ils ont à choisir ces trois modalités pour la période de vente et des revenus, du manque d'argent et du manque de riz. Les graphiques ci-dessous illustrent ces différentes saisonnalités.

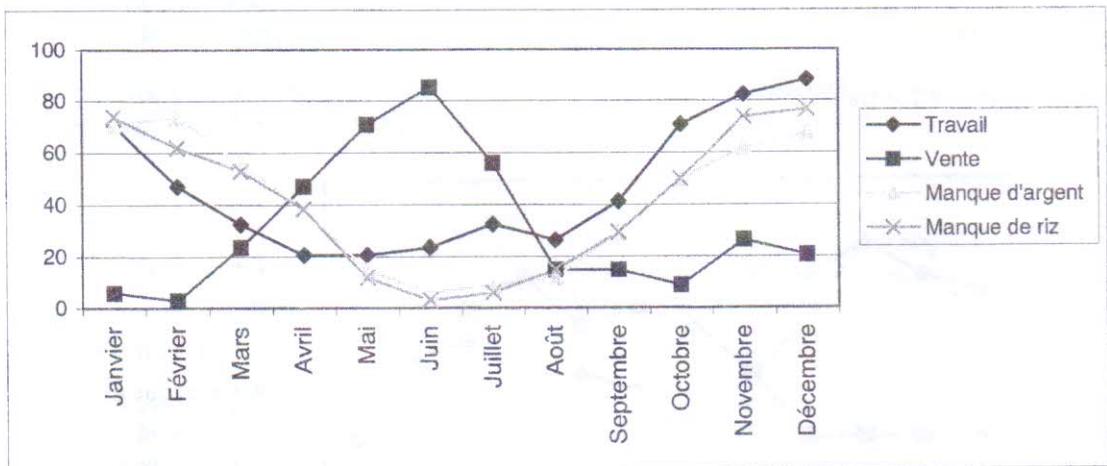
Graphique 8: Pourcentage des fokontany observant une période de travail surchargé, de vente, de manque d'argent et de manque de riz très importante

a) dans le faritany d'Antananarivo



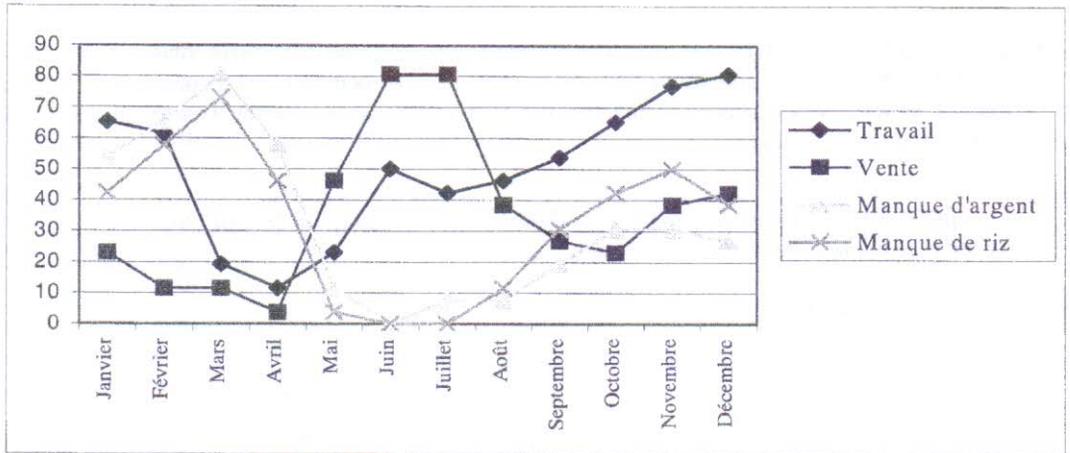
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

b) dans le faritany de Fianarantsoa



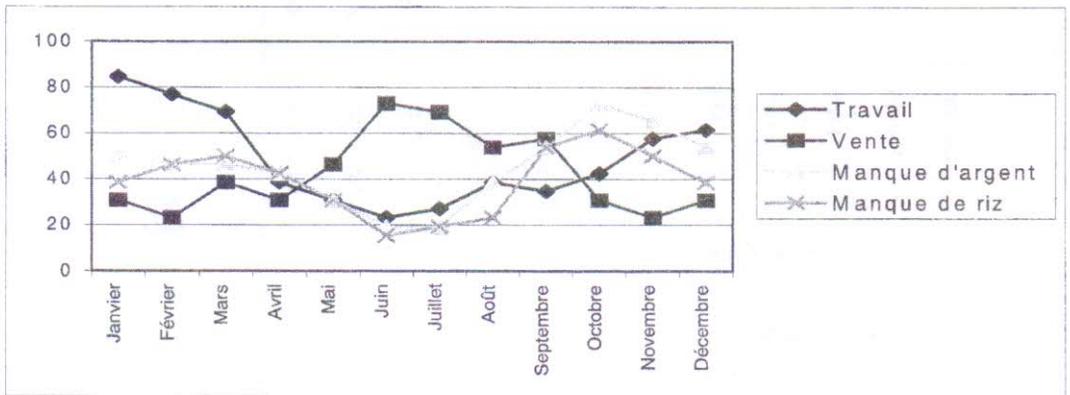
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

c) dans le faritany de Toamasina



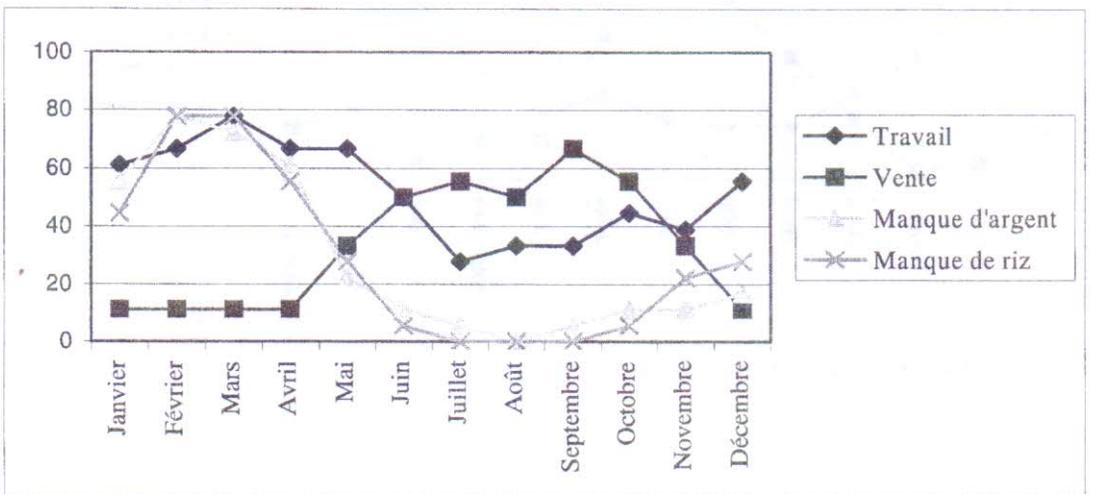
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

d) dans le faritany de Mahajanga



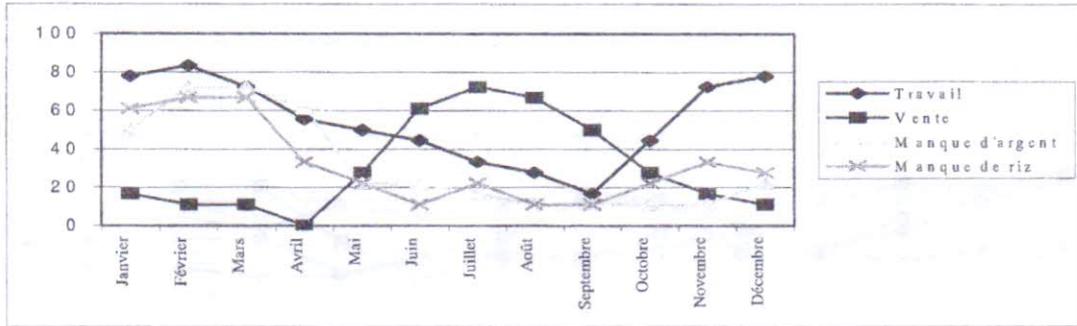
Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

e) dans le faritany de Toliara



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

f) Dans le faritany d'Antsiranana



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Une remarque générale qui s'impose est que d'une part, les graphiques des saisonnalités ont des allures plus ou moins semblables pour tous les faritany pour chaque thème étudié, et d'autre part, les ruraux se sentent en manque d'argent et de riz dans les périodes à forte intensité de travail. Leurs revenus s'obtiennent par contre dans les moments plutôt libres mais n'excèdent pas trois mois dans l'année, situés entre le mois de Juin et d'août. De plus, les périodes de manque d'argent coïncident pour la majorité des fokontany avec celles de manque de riz.

Dans les régions côtières à cultures pérennes et d'exportations (Toamasina et Antsiranana), seuls les quatre premiers mois de l'année sont les plus difficiles à passer par suite à la fois d'une pénurie d'argent et de riz. Les périodes à haute intensité de travail s'étalent de Septembre à Février pour Toamasina et de Novembre à Avril pour Antsiranana.

Dans les hautes terres, entre 18% et 48% des fokontany du faritany d'Antananarivo éprouvent le manque d'argent pour toute l'année, mais à Fianarantsoa, six mois de l'année seulement sont prospères pour plus de la moitié d'entre eux. Sept fokontany ruraux du faritany de Fianarantsoa sur dix sont d'ailleurs en pénurie au mois de février. Les mois de Mai à Juillet sont les seuls pourvoyeurs de revenu et dès le mois d'octobre, ils éprouvent le manque de riz jusqu'au mois de Mars de l'année suivante.

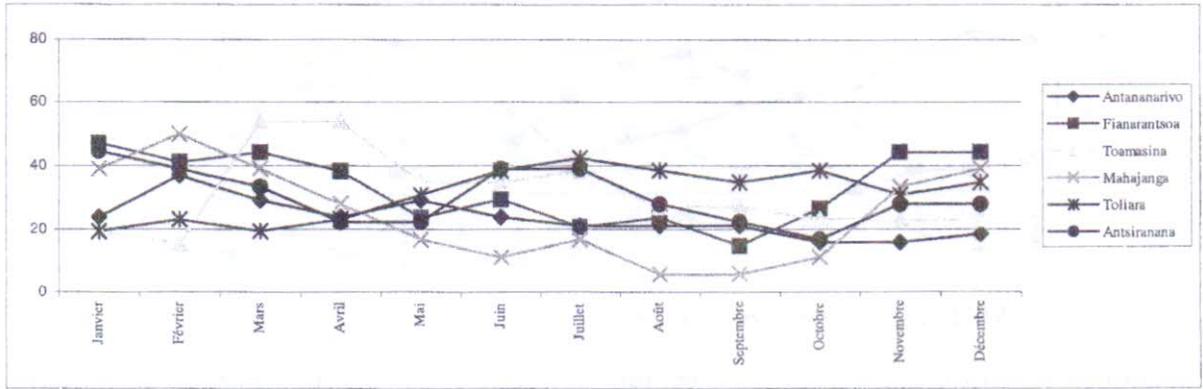
A Mahajanga, les périodes à haut revenu s'étalent de Juillet à Octobre. Le manque de riz et d'argent ne se fait sentir que pendant les quatre premiers mois de l'année pour en moyenne 60% des ruraux majungais. Ces 4 mois sont d'ailleurs les périodes les plus laborieuses et sans vente.

Finalement à Toliara, les périodes de grands travaux s'étalent du mois de Novembre au mois de Mars. Les mois de recettes sont de Juin à Août et les manques d'argent et de riz entre octobre et décembre.

En somme, les moments des ventes coïncident avec l'opulence en riz, en argent et en temps (durant trois mois) tandis que les périodes en pénurie de riz se font sentir en moyenne 3 mois pour plus de la moitié des fokontany des faritany de Toamasina, de Mahajanga, de Toliara et d'Antsiranana et 6 mois pour Fianarantsoa dans l'année, et en argent pour 4 mois à Toamasina, Mahajanga, Toliara, Antsiranana et Antananarivo et 6 mois pour Fianarantsoa. Les périodes de travail surchargé très importantes sont de 4 mois dans les hautes terres (Antananarivo et Fianarantsoa), de 5 mois à Toliara et de 7 mois dans les autres régions côtières.

Les ruraux endurent pendant 4 mois toutes sortes de pénurie. Une issue à cela est de trouver un emploi temporaire pour avoir de quoi se nourrir. Ainsi, il leur a été demandé les moments où ils éprouvent le plus de difficultés à trouver un emploi. L'important est de savoir si en période de soudure, cette autre voie est accessible ou non.

Graphique 9 : saisonnalité sur l'importance d'une période difficile pour trouver un travail temporaire chez les ruraux



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

La proportion de fokontany qui déclarent être en période difficile pour trouver un emploi temporaire est plutôt stable pour le faritany d'Antananarivo durant toute l'année (environ un sur cinq) sauf pour les mois de Février et de Mars où elle avoisine respectivement 40 et 30%.

Pour Antsiranana, Mahajanga, Fianarantsoa et Toamasina, les périodes de soudures coïncident avec celles où on remarque les plus grandes difficultés à trouver un emploi. Pour Toliara, et Antananarivo, une montée des difficultés d'argent et de riz s'accompagne d'une meilleure accessibilité à de travaux temporaires.

Les structures économiques plus diversifiées d'Antananarivo et la mobilité des habitants du sud peuvent expliquer cette différence. Dans les autres cas, les cultures sont plutôt orientées vers l'exportation et dans les moments difficiles, les travaux temporaires sont plutôt limités.

III-L'EVOLUTION DES TERRES CULTIVABLES ET LES MODES DE CULTURE

On trouve dans le faritany d'Antananarivo le moins de fokontany avec des terres assignées à la culture, pour métayage ou à louer. C'est dans ce faritany où l'on compte la plus forte proportion des fokontany n'ayant jamais de terres à vendre. En effet, la moitié y en est concernée contre un sur six pour Mahajanga. De même, la moitié des fokontany d'Antananarivo ne dispose jamais de la forêt contre un sur cinq pour Mahajanga.

En général, il y a moins de terres à louer dans les hautes terres que dans les autres faritany. D'ailleurs, c'est à Toamasina que l'on trouve le plus de fokontany ayant toujours des terres à louer (46%). Mais en ce qui concerne les terres à vendre, la proportion des fokontany est à peu près uniforme (15%), sauf pour Mahajanga où le cas est très rare et à Toliara où on en trouve dans 4 fokontany sur 10.

Enfin, c'est à Toliara qu'on trouve le plus de fokontany ayant toujours des terres pour métayage (62%) et à Antsiranana le moins de terres en jachères.

Tableau 42 : Evolution des terres cultivables et les modes de culture selon le faritany

Unité : %

	Antananarivo		Fianarantsoa		Toamasina		Mahajanga		Toliara		Antsiranana	
	Toujours	Jamais	Toujours	Jamais	Toujours	Jamais	Toujours	Jamais	Toujours	Jamais	Toujours	Jamais
Evolution des superficies des terres												
Terres assignées à la culture	57,9	15,8	76,5	11,8	65,4	11,5	66,7	33,3	61,5	30,8	83,3	11,1
Terres pour métayage	26,3	10,5	35,3	8,8	42,3	30,8	33,3	16,7	61,5	23,1	50,0	5,6
Terres à vendre	13,2	50,0	17,6	26,5	11,5	38,5	0,0	16,7	38,5	23,1	16,7	38,9
Terres à louer	26,3	31,6	23,5	23,5	46,2	26,9	38,9	11,1	38,5	30,8	38,9	22,2
Terres cultivées	68,4	18,4	76,5	5,9	65,4	11,5	72,2	16,7	61,5	19,2	83,3	0,0
Terres en jachère	31,6	23,7	50,0	17,6	50,0	26,9	33,3	33,3	34,6	34,6	16,7	38,9
Forêt	28,9	47,4	55,9	26,5	50,0	26,9	55,6	22,2	53,8	30,8	33,3	27,8
Flanc de colline	52,6	31,6	67,6	17,6	53,8	19,2	50,0	27,8	53,8	38,5	38,9	33,3
Modes de culture pratiquées												
Culture sur brûlis	10,5	68,4	41,2	50,0	76,9	7,7	22,2	55,6	50,0	38,5	50,0	38,9
Parcelle en jachère	34,2	2,6	47,1	29,4	50,0	11,5	38,9	33,3	23,1	38,5	16,7	38,9
Culture mixte	81,6	7,9	70,6	11,8	65,4	15,4	27,8	33,3	61,5	26,9	55,6	11,1
Culture alternée	73,7	2,6	41,2	17,6	46,2	23,1	27,8	55,6	42,3	42,3	27,8	33,3
Autres modes de culture	5,3	68,4	17,6	14,7	0,0	80,8	5,6	72,2	15,4	69,2	0,0	88,9

Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Selon les modes de culture pratiquées, Antananarivo est le faritany qui compte le plus de fokontany qui ne pratique jamais la culture sur brûlis (sept sur dix). Le mode jachère est le moins pratiqué à Antsiranana du fait de l'étroitesse de ce faritany. Antananarivo est en outre celui qui pratique le plus les cultures mixtes et alternées (respectivement 81,6% et 73,7% des fokontany les font). Mahajanga paraît être le plus traditionnel car un fokontany sur quatre seulement pratique habituellement ces deux modes de culture. Fianarantsoa compte le plus de fokontany qui pratique le plus d'autres modes de culture mais occasionnellement (68%).

Cette divergence de modes de cultures dans le faritany d'Antananarivo peut expliquer d'une part les faibles proportions de ruraux (entre 18 et 40% toute l'année) qui évoquent les pénuries d'argent et d'autre part l'accessibilité plus facile à de travaux temporaires dans ce faritany.

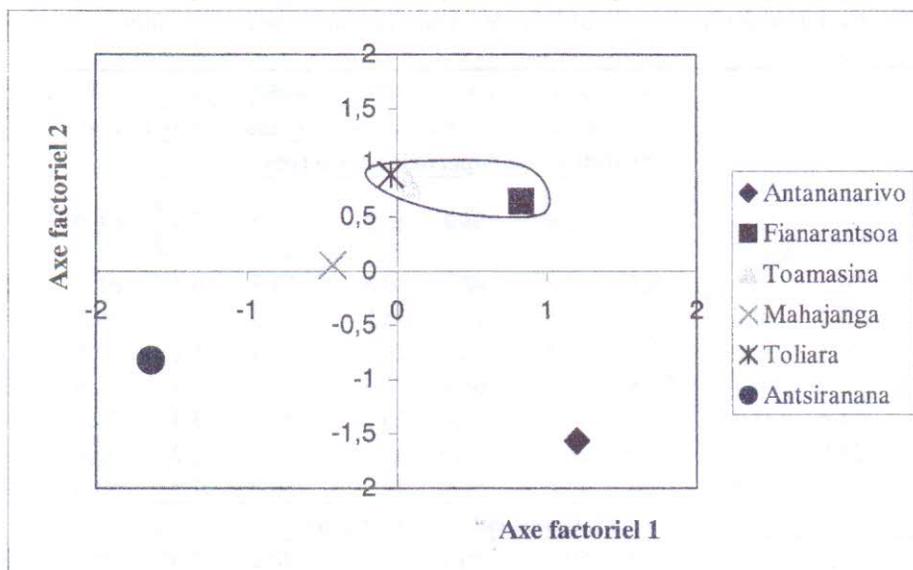
Fianarantsoa, Toamasina et Toliara présentent les mêmes tendances, Antananarivo et Antsiranana atypiques...

En ajoutant une variable qu'est la répartition de la population par faritany, une brève analyse en composante principale sur ces données du tableau permet de dégager les principaux caractéristiques des faritany. Cela permet de les dissocier ou de les rassembler.

On a retenu deux principaux axes factoriels. Les variables représentées ici par les thèmes étudiés qui contribuent positivement au premier axe sont les modes de culture alternée, les flancs de colline, et la population tandis que les variables terres assignées à la culture, les terres à louer et les terres à métayage y contribuent négativement. Concernant le second axe retenu, les variables forêts, terres en jachère et modes de culture sur brûlis contribuent les plus positivement à la formation de cet axe tandis que la variable terres toujours cultivées y contribue négativement.

Les faritany peuvent être alors représentés graphiquement par rapport aux deux premiers axes factoriels selon le graphique 10 suivant :

Graphique 10 : Représentation des faritany selon les deux premiers axes factoriels



Source INSTAT, Enquête Communautaire 1999

Seul le faritany de Mahajanga n'est bien représenté ni par le premier ni par le second axe (coordonnées nulles par rapport aux deux axes). Toamasina et Toliara sont bien représentés par le 2^{ème} axe par contre, ils ne le sont pas par rapport au 1^{er} axe.

Ainsi, les caractéristiques que partage Antananarivo avec Fianarantsoa sont d'une part, une proportion plutôt élevée de fokontany pratiquant des modes de culture alternés, ayant plus de flancs de colline et une population nombreuse et d'autre part une proportion moins élevée de fokontany ayant toujours des terres assignées à la culture, ou à louer ou pour métayage. Leurs différences fondamentales résident sur le fait que c'est à Fianarantsoa où on enregistre une proportion élevée de fokontany ayant toujours des terres en jachère ou de forêt ou pratiquant toujours des cultures sur brûlis.

Antsiranana s'oppose aux deux faritany ci-dessus notamment dans les critères où ceux-ci se ressemblent. Par exemple, il présente d'un côté une population moins nombreuse, la moindre proportion de fokontany ayant toujours des flancs de colline ou pratiquant toujours le mode de culture alternée et de l'autre côté, on y trouve un taux plus élevé de localités ayant toujours des terres à louer, des terres assignées à la culture et des terres pour métayage.

Toliara, Toamasina et Fianarantsoa présentent les mêmes caractéristiques sur le pourcentage de fokontany ayant toujours des terres en jachère, et de la forêt et des modes culture sur brûlis (généralement plus grands) et enfin sur la proportion de fokontany disposant toujours de terres cultivées (plus faibles que les autres).

TABLE DES MATIERES

EDUCATION	2
I. LES DIFFERENCES D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES SCOLAIRES.....	3
II. LES CONDITIONS D'ACCES AUX ECOLES.	4
III. CONTEXTE TECHNIQUE.....	5
SANTE	11
I- LES INFORMATEURS.....	11
II- DISPONIBILITE ET STATUTS JURIDIQUES DES LIEUX DE CONSULTATION.....	11
III- FREQUENTATION ET CONDITIONS FINANCIERES	17
IV- PERCEPTION DES GESTIONNAIRES DES LIEUX DE CONSULTATIONS	20
PRIORITE DE DEVELOPPEMENT	29
I- DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE.....	29
II- EVOLUTION DES PREOCCUPATIONS ENTRE 1993 ET 1999 EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE	31
III- EVOLUTION DES PREOCCUPATIONS ENTRE 1993 ET 1999 EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	32
SAISONNALITE AGRICOLE	34
I-LES INFORMATEURS.....	34
II - SAISONNALITE DU TRAVAIL ET DES VENTES, DU MANQUE D'ARGENT,.....	35
DU MANQUE DE RIZ	35
III-L'EVOLUTION DES TERRES CULTIVABLES ET LES MODES DE CULTURE	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des fokontany selon le nombre d'établissements disponibles par niveau.	3
Tableau 2 : Répartition des fokontany selon le nombre d'établissements primaires privés disponibles.	3
Tableau 3 : Répartition des fokontany ruraux selon la durée du parcours allant du centre ville à l'école primaire la plus proche.	4
Tableau 4 : Structure des dépenses des associations de parents d'élèves dans les établissements publics, par milieu et niveau.	4
Tableau 5 : Motifs des interruptions.	5
Tableau 6 : Opinions des informateurs clés sur l'évolution de la qualité de l'enseignement au niveau primaire et par type d'école.	5
Tableau 7 : Nombre moyen d'élèves par salle, par niveau, faritany et milieu.	6
Tableau 8 : Répartition des établissements selon l'évolution de l'effectif (en baisse, stable, en hausse) tous niveaux confondus.	6
Tableau 9 : Taux moyen d'augmentation des effectifs (pour les établissements en hausse).....	6
Tableau 10 : Répartition des établissements primaires selon les taux d'admission en classe supérieurs et le taux de réussite au CEPE, par milieu et type d'école.	7
Tableau 11 : Les raisons de non scolarisation au niveau primaire.	8
Tableau 12 : Répartition des établissements publics selon le type de partenaire dans un contrat-programme.....	9
Tableau 13 : Répartition des établissements publics selon le montant du crédit de fonctionnement.	9
Tableau 14 : Structure des dépenses des établissements.	9
Tableau 15 : Répartition des établissements publics selon le mode de gestion du budget.....	10
Tableau 16 : Opinion des informateurs clés sur le rythme de déblocage du budget des établissements publics.	10
Tableau 17. Répartition des informateurs clés par faritany.	11
Tableau 18. Répartition des centres de soin identifiés selon leur statut juridique pendant l'Enquête Communautaire-99 par milieu par faritany.	12
Tableau.19. Répartition des fokontany du milieu rural selon les nombres de centres de soin disponibles.	13
Tableau.20. Répartition des lieux de consultations selon leurs statuts par milieu et par faritany.	13
Tableau.21. Répartition des fokontany selon la distance au lieu de consultation le plus proche.	14
Tableau.22. Répartition des fokontany du milieu rural selon l'état des routes reliant au plus proche centre de soin.	14
Tableau.23. Répartition des fokontany du milieu rural selon le moyen de transport habituellement utilisé pour rejoindre le plus proche centre de soin.	15
Tableau.24. Répartition des fokontany du milieu urbain selon la durée nécessaire pour rejoindre le plus proche centre de soin.	15
Tableau.25. Répartition des fokontany du milieu rural selon la durée nécessaire pour rejoindre le plus proche centre de soin.	16
Tableau.26. Répartition des fokontany selon l'état général du lieu de consultation.	16
Tableau 27: Opinion des informateurs clés sur les éventuelles améliorations de la qualité des services.	17
Tableau 28 Coûts moyens des consultations par faritany et par milieu.	17
Tableau 29 Opinions des informateurs clés sur les raisons qui motivent une consultation dans un centre privé.	18
Tableau 30 Opinions des informateurs clés sur les raisons de non consultation.	19
Tableau 31. Structure des lieux de consultations identifiés.	20
Tableau 32 Structure du personnel médical par faritany.	21
Tableau 33 Taux de participation des lieux de consultations aux programmes.	23
Tableau 34: Structure d'utilisation du crédit de fonctionnement par faritany.	25
Tableau 35.: Structure d'utilisation du crédit par milieu.	26
Tableau 36. Existence ou non de système de recouvrement de coût.	26
Tableau.37. Taux de réponses recueillies selon l'importance des préoccupations en matière de développement socio-économique par faritany.	30
Tableau.38. Taux de réponses recueillies selon l'importance des préoccupations en matière de développement agricole par faritany.	31
Tableau.39. Evolution des préoccupations en matière de développement socio-économique entre 1993 et 1999 par faritany.....	32
Tableau.40. Evolution des préoccupations en matière de développement agricole entre 1993 et 1999 par faritany.....	33
Tableau 41: Nombre d'informateurs clés par faritany selon leur statut.....	34
Tableau 42 : Evolution des terres cultivables et les modes de culture selon le faritany.	39

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 Effectif de personnel médical.....</i>	<i>22</i>
<i>Graphique 2 Proportion des contrats programmes par milieu.....</i>	<i>22</i>
<i>Graphique 3 Raisons de non-consultations par milieu.....</i>	<i>24</i>
<i>Graphique 4 Degré de connaissance de crédit de fonctionnement par faritany.....</i>	<i>25</i>
<i>Graphique 5 Taux d'utilisation du taux de recouvrement de coût par faritany.....</i>	<i>27</i>
<i>Graphique 6 Coût moyen de consultation annoncé par le gestionnaire selon les faritany et les milieux.....</i>	<i>27</i>
<i>Graphique 7 Structure des recettes issues de recouvrement de coûts selon les faritany et les milieux.....</i>	<i>28</i>
<i>Graphique 8: Pourcentage des fokontany observant une période de travail surchargé, de vente, de manque d'argent et de manque de riz très importante.....</i>	<i>35</i>
<i>Graphique 9 : saisonnalité sur l'importance d'une période difficile pour trouver un travail temporaire chez les ruraux.....</i>	<i>38</i>
<i>Graphique 10 : Représentation des faritany selon les deux premiers axes factoriels.....</i>	<i>40</i>